



**PROGRAMME LRRD D'APPUI A LA VIABILISATION DES
VILLAGES RURAUX INTEGRES DANS LE CADRE DU
RAPATRIEMENT ET DE LA REINTEGRATION
AU BURUNDI**

**Composante appui à la coordination et appui à la relance économique
et à la cohésion social'**

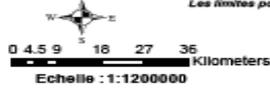
**RAPPORT INTERMEDIAIRE
(11 Août 2010 au 31 Décembre 2011)**



**Appui de la Commission Européenne (CE) au Gouvernement sur les Villages ruraux Intégrés (VRI)
au Burundi à travers le Fond Européen de Développement.**

Table des matières

1. DESCRIPTION.....	5
2. RESUME ET CONTEXTE DE L' ACTION	6
3. LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES	8
3.1. Contexte d'exécution des activités du projet.....	8
3.2. Activités Réalisées.....	8
Résultat 1 : La coordination et la cohérence des interventions dans les différents secteurs sont assurées.....	8
Résultat 2 : Participation active des habitants des VRI au programme de relèvement communautaire et cohésion avec la population hôte et l'autorité locale effective	12
Résultat 3 : Les habitants des VRI réintégrés et les communautés hôtes participent à la reconstruction de leurs communautés de base et la réhabilitation des infrastructures	15
Résultat 4 : Les populations affectées par le conflit ont accès à des moyens de subsistance et sont réintégrées de manière durable.....	28
3.3. Les activités planifiées et non encore mises en œuvre.....	33
4. Evaluation des résultats atteints.....	34
6. VISIBILITÉ.....	44
7. RAPPORT FINANCIER.....	45
8. ANNEXES.....	ii



Prepared by United Nations Integrated centre (UNISC)

SOURCE : IGEBU, PRRSIP, UNDP



LISTE DES ACRONYMES

ACE	: Agence Communautaire d'Exécution
AGR	: Activités Génératrices de Revenus
CCDC	: Comité Communal de Développement Communautaire
CDF	: Centre de Développement Familial
CE	: Commission Européenne
CISNU	: Centre Intégré du Système des Nations Unies
COOPEC	: Coopérative d'Épargne et de Crédit
CSLP	: Cadre Stratégique de Lutte Contre la Pauvreté
CTP	: Conseiller Technique Principal
LLRD	: L'Aide d'Urgence, la Réhabilitation et le Développement
GTPPV	: Groupe de Travail Technique Provincial sur la Villagisation
GTTNV	: Groupe de Travail Technique National sur la Villagisation
DEX	: (Modalité) dite d'Exécution Directe
DPAE	: Direction Provinciale de l'Agriculture et de l'Élevage
HIMO	: Approche à Haute Intensité de Mains d'Œuvre
MSNDPHG	: Ministère de la Solidarité Nationale des Droits de la Personne Humaine et du Genre
MCA	: Membre de la Communauté d'Accueil
OIT	: Organisation Internationale du Travail
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
VRI	: Villages ruraux intégrés
PCDC	: Plans Communaux de Développement Communautaire
SRC	: Service de Reconstruction Communautaire
UTG	: Unité Technique de Gestion
FED	: Fond Européen de Développement
HCR	Haut Commissariat pour les Réfugiés

1. DESCRIPTION

Nom du bénéficiaire du contrat de subvention:

Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)

Nom et fonction de la personne de contact:

Xavier MICHON, Directeur Pays

Craig CASTRO, Team Leader, Unité Relèvement Communautaire

AIBINU Aderemi, Conseiller Technique Principal

Nom du partenaire de l'Action:

Ministère de la Solidarité Nationale, des Droits de la Personne Humaine et du Genre

Intitulé de l'Action:

LRRD-APPUI A LA VIABILISATION DES VILLAGES RURAUX INTEGRES

Numéro d'identification de la convention de contribution:

FED/2010/244-424

Numéro du Projet:

00076994

Date de début et date de fin de la période de reporting:

11 Août 2010 au 31 Décembre 2011

Régions cibles:

Provinces de Makamba, Rutana et Bururi

Groupes cibles :

9900 habitants des VRIs dont 80% rapatriés et 20% populations vulnérables des communautés d'accueil

Bénéficiaires finaux :

Gouvernement Burundais (les autorités locales et partenaires communautés)

Pays dans lequel les activités sont réalisées :

Burundi

2. RESUME ET CONTEXTE DE L' ACTION

Après plusieurs cycles de violence, le Burundi est parvenu à instaurer progressivement un climat de paix. Cela a été possible suite notamment à l'Accord d'Arusha du 28 août 2000 pour la paix et la réconciliation et aux Accords de Cessez-le-feu, successivement l'Accord Global de Cessez-le-feu avec le CNDD-FDD signé le 16 novembre 2003 et celui avec le PALIPEHUTU-FNL datant du 7 septembre 2006. Ainsi donc, les efforts de dialogue entrepris par le Gouvernement et la communauté Internationale ont permis le retour progressif des réfugiés. Selon le HCR, plus de 500.000 réfugiés sont déjà rentrés depuis 2002 avec un pic de 93 000 rapatriés en 2008.¹

Pour accueillir et réintégrer les Burundais rentrés d'exil, le Gouvernement a mis en place un programme de villagisation dans le cadre du rapatriement et de la réintégration au Burundi en tant que réponse d'urgence à la réintégration des personnes affectées par la crise pour lesquelles un programme d'installation individuelle dans un habitat rural dispersé relève de l'impossible. Sous la conduite du Gouvernement du Burundi et en partenariat avec les agences des Nations Unies, les institutions financières internationales et les donateurs, les organisations non-gouvernementales (ONG) et les associations de la société civile, ce programme de villagisation fait également partie intégrante des solutions durables aux conflits successifs qui ont secoué le pays et s'insère à ce titre dans les politiques de développement à long terme du gouvernement du Burundi.

Ainsi, le « Programme LRRD d'appui à la viabilisation des villages ruraux intégrés dans le cadre du rapatriement et de la réintégration au Burundi » financé sur l'enveloppe B du 10ème Fond Européen de Développement (FED) intervient en continuité et en consolidation des acquis du « Programme d'urgence de viabilisation des VRIs » financé par ECHO, qui a notamment appuyé dans une première phase les VRIs de Kibago et Rumonge.

L'objectif principal de ce programme est d'accompagner le gouvernement du Burundi dans les efforts de reconstruction post conflit par la réintégration socio-économique de 9900 habitants des VRIs constitués de rapatriés (80%) et des populations vulnérables des communautés d'accueil (20%). Les VRIs bénéficiaires de ce programme sont ceux de Musenyi, Nyakazi, Nyabigina en province de Makamba, de Murembera, Nkurye I et II dans la province de Rutana et de Mutambara, Buzimba et Busebwa dans la province de Bururi.

L'appui apporté aux habitants des VRIs se fait à travers la promotion de la cohésion sociale, la gouvernance locale, l'amélioration des conditions de vie de la population et l'accès aux services sociaux de base dans un environnement sécurisé. Le programme comprend quatre principales composantes : (1) Appuyer la mise en place des mécanismes de coordination du programme VRI; (2) Renforcer la cohésion sociale intra-communautaire à travers la promotion du développement local et la prévention et la résolution des conflits, notamment dans le domaine foncier (3) Améliorer l'offre, la qualité et l'entretien / maintenance des infrastructures socioéconomiques et communautaires; (4) Assurer la réintégration socioéconomique des populations cibles et la réduction de la pauvreté à travers la relance des activités productives et la promotion de l'entrepreneuriat local. Deux autres composantes sont couvertes par l'UNICEF et la FAO à savoir d'une part, l'accès à l'eau,

¹ UNHCR : Statistiques au 29 juin 2009

l'hygiène et l'assainissement et d'autre part, la sécurité alimentaire et le développement agricole.

Dans le cadre de ce programme, la politique de villagisation préconisée vise (i) à procurer à la population concernée une source permanente de revenus, (ii) à créer des services et commerces nécessaires à l'amélioration de la productivité agricole et des conditions de vie des ménages et (iii) enfin à amorcer un processus d'auto-développement à l'échelle du village. Elle permettra de transformer progressivement l'économie de subsistance en économie de marché, de diversifier les sources de revenus des ménages, de réduire ainsi les causes structurelles de la pauvreté monétaire et de stabiliser ces ménages dans leur milieu².

Ce rapport montre les progrès et les résultats atteints au cours de la période de 11 Août 2011 au 31 Décembre 2011. Les activités ont été réalisées en synergie avec le PNUD, l'UNICEF et la FAO.

² Lettre de Politique Nationale d'Habitat et d'Urbanisation validée par le Conseil des Ministres le 9 juillet 2008.

3. LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES

3.1. Contexte d'exécution des activités du projet

De manière générale, le démarrage du projet d'appui à la viabilisation des VRIs a eu lieu dans un contexte national caractérisé par de changements majeurs.

- a) Sur le plan politique : le projet a démarré avec de nouvelles institutions de la base au sommet après les élections 2010.
- b) Sur le plan financier : la convention entre l'Union Européenne et le PNUD a été signée en Août 2010 et les financements ont été rendus disponibles en Septembre 2010.
- c) Sur le plan opérationnel, le démarrage effectif des activités a eu lieu en Janvier 2011 après la mise en place des premiers éléments de l'équipe du programme dont le Coordonnateur National, l'Assistante administrative et financière et le Chargé du Suivi.

3.2. Activités Réalisées

Depuis le démarrage effectif des activités (Janvier 2011), plusieurs activités ont été réalisées. Ci-après, les réalisations par activités et par résultat attendu.

Résultat 1 : La coordination et la cohérence des interventions dans les différents secteurs sont assurées

Activité 1.1 : Rencontre périodique de coordination et de suivi au niveau national, provincial et local, entre le gouvernement et les partenaires pour coordonner les actions et revoir l'évolution des programmes en cours

1.1.1 Organisation des réunions des GTTNV

- Au niveau national, le programme VRI participe régulièrement aux réunions du Groupe de Travail Technique National sur la Villagisation (GTTNV). Au cours de cette année 2011, six réunions ordinaires et deux réunions extraordinaires du GTTNV ont été organisées. Les comptes rendus de ces réunions ont été produits par le Secrétariat du Groupe Sectoriel Relèvement Communautaire et Rapatriement.
- Au niveau provincial, les Groupes de Travail techniques ont été redynamisés et sont fonctionnels : des réunions de redynamisation des GTTPV ont été organisées dans les trois provinces ciblées par le programme. Une des principales recommandations formulées lors de ces réunions était l'organisation des réunions mensuelles des GTTPV suivant un calendrier fixe. Ainsi, les réunions du GTTPV de la province Rutana se tiennent tous les derniers mardi du mois, celles du GTTPV Bururi tous les derniers mercredi du mois et celles du GTTPV Makamba tous les derniers jeudi du mois. Depuis le mois de mai 2011, les membres des GTTPV ont décidé la modification des fréquences de ces réunions. Désormais, les réunions des GTTPV se tiennent une fois les deux mois et cette périodicité est régulièrement observée. Ainsi, de janvier à décembre 2011, sept réunions mensuelles ont été organisées à Rutana et à Makamba et six réunions à Bururi.



*Réunion du GTTPV Makamba sous la présidence du
Gouverneur de Province assisté par son Conseiller Principal*

1.1.2 Organisation des missions de terrain des membres du GTTNV

Depuis janvier 2011 au démarrage du projet jusqu'à fin décembre 2011, les membres du GTTNV ont effectué sept (7) missions d'appui aux GTTPV.

- La première a eu lieu au moins de décembre 2010 et avait pour objet d'appuyer la redynamisation des GTTPV des provinces Bururi (21/12/2010), Rutana (22/12/2010) et Makamba (27 /12/2010).
- La seconde mission de terrain du GTTNV est venue participer aux réunions des GTTPV du mois d'avril 2011, le 26/04 à Rutana, le 27/04 à Bururi et le 28/04 à Makamba ;
- Deux missions des membres du GTTNV venues dans le cadre d'une mission conjointe GTTNV-GTTPV pour traiter la question liée à l'occupation illégale des maisons dans les VRI de la commune Rumonge. A l'issue de cette mission, les 38 maisons initialement occupées illégalement dans le VRI de Mutambara II ont été récupérées, vingt quatre ménages légaux ont été installés, il reste 14 maisons à occuper et le processus de validation pour l'occupation de ces maisons est en cours. Dans le VRI de Busebwa, toutes les 45 maisons qui étaient occupées illégalement ont été récupérées. Après délibération, 8 ménages ont été confirmés pour rester dans les maisons qu'ils occupaient, le cas de 3 ménages nécessite une documentation supplémentaire et 14 ménages légaux ont été installés. Il reste alors 20 maisons à occuper et le processus de validation pour l'occupation de ces maisons est en cours.
- Trois missions des membres du GTTNV ont été effectuées dans le cadre des missions de morcellement et de distribution des terres cultivables aux habitants du VRI de Nyabigina. Ainsi, 195 sur 200 ménages ont pu accéder aux terres cultivables.

1.1.3 Organisation des missions de terrain des membres du GTTPV dans les différents VRI de la province

Au cours de cette période, les membres des GTTPV de Rutana et Makamba ont chacun effectués neuf (9) descentes sur terrain, le GTTPV de Bururi en a effectué cinq (5) dont quatre dans le seul mois de juin lors de la résolution de la question d'occupation illégale des maisons dans les VRI de Rumonge.

Les principaux thèmes abordés lors de ces descentes étaient axés sur la cohésion sociale, la résolution des conflits fonciers, l'identification des parcelles non encore attribuées, la sensibilisation sur l'hygiène corporelles et vestimentaires, etc.

1.1.4 Achat des motos pour renforcer les capacités des antennes provinciales du plan

Trois motos (une par province) ont été achetées et remises aux autorités provinciales. Elles sont utilisées par les chefs d'antenne du plan pour faciliter l'organisation et le fonctionnement du GTTPV.

1.1.5 Organisation des évaluations régulières internes et externes sur l'état d'avancement et la qualité des interventions des partenaires du projet

L'Union Européenne, le PNUD, la FAO et l'UNICEF tiennent mensuellement une réunion sur l'état d'avancement des activités de l'intervention LRRD-VRI. Une mission conjointe Union européenne-partenaires d'exécution pour apprécier l'état d'avancement des activités et la qualité des interventions des partenaires du projet a été organisée du 13 au 15 avril 2011. Un rapport de mission a été produit.



Une mission conjointe UE-Partenaires d'exécution PNUD-FAO-Unicef écoute des habitants du VRI de Buzimba commune Rumonge province Bururi.



Une mission de l'Unité relèvement Communautaire du PNUD écoute les points de vue des bénéficiaires du projet de construction du marché local de Giharo.

Une mission conjointe MSNDPHG-Ministères des Finances-CELON-DUE-PNUD-FAO a été effectuée du 13 au 15 octobre 2011. Les membres de la mission ont tenu une réunion à Makamba pour partager les points de vue des uns et des autres sur les différentes réalisations sur le terrain. Un compte-rendu de la réunion a été produit et partagé.

Aussi, l'Unité Relèvement Communautaire du PNUD effectue des missions sur le terrain pour accompagner la mise en œuvre des activités afin de garantir la qualité des interventions.

Enfin, le programme d'appui à la viabilisation des villages ruraux intégrés a fait l'objet d'une évaluation externe indépendante. La mission de terrain s'est déroulée du 31 octobre au 18 novembre 2011. Un rapport provisoire a été produit et les commentaires ont été transmis.

Activité 1.2 : Préparation des documents techniques avec les organisations habilitées

Un projet d'appui à la gouvernance locale par une prise en compte des VRI dans la planification et l'administration locale a été développé et mis en œuvre par des Organisations de la Société Civile. Il s'agit de la Ligue ITEKA pour la province de Makamba, du COPED pour Bururi et ODECO pour Rutana.

Ainsi, huit ateliers de formations/sensibilisation ont été organisés par commune et plus de 125 acteurs locaux (administration, CCDC, comités VRI, élus locaux, société civile, leaders communautaires) ont été formés sur des thèmes variés comme :

- Droits et devoirs du citoyen : participation citoyenne et redevabilité
- Code des personnes et de la famille : mariage, filiation, les actes d'Etat civil
- Redevabilité de l'administration, des élus locaux vis-à-vis du citoyen
- Loi communale
- Le leadership
- Information et participation au processus de planification locale
- La reproduction responsable

Activité 1.3 : Réalisation d'études et d'enquêtes sur les besoins basiques des populations des VRI

Dans le cadre du fonctionnement des GTTNV, une situation socio-économique des différents VRI est établie et régulièrement mise à jour à chaque réunion du GTTNV. La situation couvre les principaux secteurs tels que l'éducation, l'eau, la santé, la sécurité alimentaire, les opportunités économiques, la coordination, l'assistance en vivres, l'abris (habitat) (**Annexe 3:Fact Sheet décembre 2011**). Aussi, sur l'invitation du HCR, le PNUD a participé à un exercice d'évaluation participative des besoins dans 9 VRI. Cette activité a eu lieu au mois d'avril 2011. Un rapport d'évaluation participative a été produit et validé lors d'une réunion du GTTNV.

Activité 1.4 Collecte, analyse et diffusion des données du profil socio économique désagrégées par sexe et âge

En Avril 2011, le PNUD en collaboration avec le HCR a réalisé un dénombrement et vérification des habitants des VRI. L'exercice a couvert les VRI des provinces de Makamba et de Rutana. Les informations ont été intégrées dans la base de données des habitants des VRI installée au HCR. La base de données comporte des informations suivantes :

- Caractéristiques démographiques (sexe, âge, état civil, lien avec le chef du ménage, la taille du ménage, etc.)
- Caractéristiques sociales (niveau de scolarisation)
- Caractéristiques économiques (principales activités, secondes activités économiques).

Le même exercice sera effectué dans les VRI de Rumonge une fois le problème d'occupations illégales des maisons terminées.

Activité 1.5 Analyse de l'intégration des différents secteurs et plaidoyer auprès des autorités et recherche de fonds pour les secteurs qui ne seraient pas couverts

De manière générale, les habitants des VRI éprouvent des difficultés d'accès aux soins de santé. Un accord d'assistance médicale en faveur des habitants des VRI a été conclu entre le Ministère de la Solidarité Nationale, des Droits de la Personne Humaine et du Genre avec les hôpitaux publics provinciaux. Mais cette assistance est inaccessible aux habitants des VRI à cause de la distance qui sépare les VRI de ces hôpitaux. Un plaidoyer a été fait auprès du Ministère pour qu'un contrat similaire soit établi entre celui-ci et les formations sanitaires de proximités. Cette option est en cours d'analyse au niveau du Ministère. La nécessité de construction d'un centre de santé à Musenyi est toujours évoquée à chaque rencontre et ou visite des hautes autorités du pays, différents intervenants et bailleurs de fonds (réunion du GTTNV, Réunion du Groupe Sectoriel pour le Rapatriement et le Relèvement Communautaire, visites sur terrain).

Résultat 2 : Participation active des habitants des VRI au programme de relèvement communautaire et cohésion avec la population hôte et l'autorité locale effective

Activité 2.1 : Identification des acteurs communautaires pour l'élaboration et la mise en œuvre d'un programme de promotion de cohésion sociale

Un atelier d'identification et d'élaboration d'un programme de promotion de cohésion sociale a été organisé en date du 19 juillet 2011 à Rutana.

Ont participé à cet atelier :

- La Ligue ITEKA
- L'Association pour la Défense des Droits de la Femme (ADDF)-,
- ODECO Rutana
- DUSHIREHAMWE RUTANA
- ACCORD
- COPED
- CDF Rutana

Les participants ont eu l'occasion de partager leurs expériences en matière de résolutions pacifiques de conflits, des droits de l'homme, de la réconciliation, de la gouvernance locale, des droits et devoirs du citoyen, etc. L'atelier a été également l'occasion de valider un certain nombre d'éléments méthodologiques et stratégiques pour l'élaboration et la mise en œuvre d'un programme de promotion de cohésion sociale (validation des thèmes, structure et coût unitaire budget des ateliers, le profil des participants, la durée des ateliers, etc.).

Chaque organisation a été invitée à remplir une fiche d'évaluation des capacités. Après analyse, les organisations de la société civile suivantes ont été sélectionnées : la Ligue Iteka pour les communes abritant les VRI de la province de Makamba, COPED pour la commune Rumonge province Bururi et ODECO pour la commune Giharo province Rutana

Activité 2.2 : Elaboration d'outils et de méthodologie de sensibilisation dans le domaine de la promotion de la paix, la résolution des conflits locaux, démocratisation, entre autres

Un projet d'appui à la cohésion sociale et à la gouvernance locale a été élaboré et les thèmes devant faire l'objet d'ateliers/débats communautaires ont été validés. Ces thèmes sont :

- La réconciliation
- La gestion et résolution pacifique des conflits
- Les droits et devoirs du citoyen (Droits de l'homme)
- Lutte contre les violences domestiques et les violences liées au genre
- L'acceptation mutuelle (tolérance) comme thème transversale
- Education civique et citoyenneté

Activité 2.3 : Mise en œuvre d'un programme de promotion de la réconciliation à travers la réalisation d'ateliers communautaires, séminaires, émissions de radio, manifestations sociales et communautaires (concerts, rencontres sportives) réunissant les membres des communautés et les rapatriés

Au total, huit ateliers sur les thèmes retenus dans le document de projet « Appui à la cohésion sociale et à la gouvernance locale » ont été organisés dans les cinq communes d'intervention du programme. Aussi, des compétitions sportives et culturelles ont été organisées et les finales pour ces compétitions se tiendront au cours du mois de janvier 2012. Ainsi, les capacités dans le domaine de la cohésion sociale et gouvernance locale de 125 acteurs locaux ont été renforcées suite aux formations reçues.



Séance d'identification des activités culturelles et sportives dans le VRI de Musenyi



Groupe de danses traditionnelles composées des femmes rapatriées du VRI Musenyi

Activité 2.4 : Activités de mobilisation sociale et d'interactions socio-économiques avec les populations environnantes

Au cours des mois de janvier et février 2011, l'équipe VRI a procédé à l'inventaire des activités culturelles et sportives pratiquées dans les VRI et par les communautés d'accueil. Sur base de résultats obtenus, des compétitions sportives et culturelles ont été organisées. Il s'agit des occasions de rapprochement entre les habitants des VRI et ceux de la

communauté d'accueil. Ainsi par exemple, des équipes de football mixtes composées de meilleurs joueurs VRI et ceux de la colline abritant le VRI ont vu le jour et se sont rencontrées avec les équipes de football communales. Les compétitions culturelles à travers des champs et danses constituent également des occasions idéales d'interactions sociales.

Aussi, le thème relatif à la cohabitation pacifique et la résolution pacifique des conflits a retenu l'attention des membres des GTTPV lors de leurs descentes sur terrain. A titre d'exemple, le GTTPV de Makamba a déjà animé quatre séances de sensibilisation sur la cohabitation pacifique et le respect des valeurs et des normes communes des populations source de paix et de développement dans le VRI de Nyabigina et deux séances sur le même thème ont été organisées dans les VRI de Nyakazi. Celui de Rutana en a fait deux dans les VRI de Nkurye.

Activité 2.5. Conception et diffusion de pièces de théâtre sur des thèmes liés à la paix et à la cohésion sociale

Parmi les équipes culturelles identifiées se trouvent des troupes de théâtre locales qui lors des compétitions culturelles ont effectué des présentations autour des thèmes de la paix, la réconciliation, la cohabitation pacifique, etc.

Activité 2.6. Contribuer à la sécurisation foncière (assurer la mise à disposition de terres pour les bénéficiaires, ainsi que la légalisation des titres de propriété) et assister la résolution des éventuels conflits fonciers

Suite aux séances de sensibilisation menée par les GTTPV, 27 ménages résidents de Nyakazi qui avaient refusé de céder aux habitants des VRI les terres cultivables leur attribuées par l'administration provinciale ont fini par accepter de céder ces terres aux habitants des VRI. Il en est de même pour Nyabigina où les habitants de la communauté d'accueil ont fini par laisser les habitants des VRI cultiver les terres cultivables leur attribuées par les services du Ministère en charge l'Aménagement du territoire.

L'exercice de dénombrement/vérification des habitants des VRI réalisé conjointement avec le HCR a permis de résoudre définitivement la question d'occupation illégale de maisons dans tous les VRI visités. Les listes actualisées des habitants des VRI ainsi établies serviront de base pour la confection des lettres d'attributions des maisons et des terres cultivables.

L'équipe technique VRI s'est fortement impliquée dans le dossier de récupération des maisons occupées illégalement dans les VRI de Mutambara II, Busebwa et, Buzimba. Dans le VRI de Mutambara II, toutes les 38 maisons occupées illégalement ont été récupérées. A Busebwa, 45 maisons étaient occupées illégalement, 8 ménages ont été confirmés pour rester dans les maisons qu'ils avaient occupées sans validation, les cas de 3 ménages méritent une documentation supplémentaire pour qu'ils soient confirmés ou pas dans les maisons qu'ils occupent présentement, 34 maisons sont à occuper. Le processus de leur occupation est en cours. Dans le VRI de Buzimba, le seul ménage qui occupait une maison sans validation préalable a été confirmé dans sa maison.

Le PNUD a appuyé une mission d'équipe technique de l'aménagement du territoire chargé du morcellement et de la distribution de terres cultivables aux habitants du VRI de Nyabigina non encore servis jusque là. Actuellement, tous les habitants du VRI Nyabigina ont accès aux terres cultivables. Pour assurer le succès de cet exercice, une approche participative a été adoptée. Ainsi, un ménage qui accepte de céder une partie de sa propriété recevra en retour une lettre qui lui attribue définitivement le reste de la propriété. Cette approche devra être adoptée dans la recherche de solutions au problème d'accès aux terres cultivables pour les habitants des VRI de la commune Rumonge.

Résultat 3 : Les habitants des VRI réintégrés et les communautés hôtes participent à la reconstruction de leurs communautés de base et la réhabilitation des infrastructures

Activité 3.1. Évaluation des capacités des acteurs locaux (services déconcentrés, ONG, associations et secteur privé) présents dans les communautés.

Les membres des CCDC et les membres des Comités des VRI ont été invités à inventorier les associations locales ayant des capacités d'assurer l'encadrement des projets de reconstruction communautaires. Ces associations, les membres des CCDC, les membres des comités des VRI, l'administration communales ont participé à des ateliers de présentation de l'approche adoptée dans la mise en œuvre des projets de reconstruction Communautaire ont été organisés dans toutes les communes couvertes par le Programme. A l'issue de ces ateliers, les associations ont été invitées à remplir chacune une fiche d'évaluation des capacités. C'est sur base des résultats d'analyse des capacités que les partenaires d'encadrement des projets de reconstruction communautaires ont été choisis

Activité 3.2. Réhabilitation des pistes de désenclavement avec l'approche HIMO

Sur base des Plans Communaux de Développement Communautaire (PCDC), Quatorze (14) projets de réhabilitation des pistes ont été développés dont quatorze (11) en cours d'exécution et trois (3) en instance de démarrage.

Activité 3.3. Réhabilitation des infrastructures socioéconomiques (marché, centre communautaire) avec la participation des populations

Toujours sur base des Plans Communaux de Développement Communautaire (PCDC), Quatre (4) projets de construction de marchés locaux ont été développés dont quatorze (3) en cours d'exécution et un (1) en instance de démarrage.

Activité 3.4. Reboisement - en projet HIMO

Pour la mise en œuvre de cette activité, le PNUD a opté pour un partenariat avec l'Institut National pour l'Environnement et la Conservation de la Nature (INECN). Des missions de terrain conjointes ont eu lieu dans les communes de Kibago et de Mabanda. Deux sites à reboiser ont été identifiés. Il s'agit de la réserve naturelle de Ramvya dans la commune de Kibago et du massif montagneux de Mukarara zone Gatara commune Mabanda.

Un projet de restauration des paysages des communes de Kibago et Mabanda a été élaboré et est en cours d'exécution. Le projet vise à contribuer dans la restauration et la protection de l'environnement par le reboisement de la forêt galerie de Ramvya à Kibago et le massif montagneux de Mukarara à Mabanda tout en aménageant les exploitations agricoles familiales des habitants des VRI afin de préserver les ressources naturelles et améliorer la productivité agricole.

Les objectifs spécifiques du projet sont :

- Produire et planter des essences forestières écologiquement adaptées aux sites identifiés
- Produire et planter les espèces agroforestières dans les parcelles familiales réservées aux cultures
- Création d'opportunités d'emploi dans le domaine Agro forestier

Les résultats attendus sont :

- **40 ha** à Ramvya dans la commune de Kibago sont restaurés et **80 ha** sont reboisés sur la montagne de Mukarara dans la commune de Mabanda.
- 275,000 plants agro forestiers sont produits dans les pépinières soit 137,500 plants produits à Karera (Kibago) et 137,500 plants produits à Mushwabure.
- 227 ha de *Grevilea* sont plantés. 15 kms linéaire de *Calliandra* sont plantés. 22,5 km linéaires de *Leucaena leucocephala* ou *C diversifolia*. 10 ha de boisements privés d'*Eucalyptus camaldulensis* sont créés.
- Les exploitations agricoles des habitants des VRI et des membres de la communauté d'accueil sont aménagées et la productivité agricole améliorées.

Le projet est réalisé par l'INECN sous un financement conjoint PNUD-FAO et plus de 1,067 personnes y participent (517 Homme et 550 femme). Des pépinières ont été mises en place dans la commune de Mabanda et la commune de Kibago.

Activité 3.5 : Campagnes de sensibilisation sur la citoyenneté en directe relation avec les activités de réhabilitation des infrastructures communautaires.

Un mécanisme de suivi des activités de réhabilitation d'infrastructures communautaires a été mis en place. Au niveau local, les membres des CCDC et des Comités des VRI assurent le suivi programmatique et quotidien afin de garantir le bon déroulement et une bonne organisation des activités.

Au niveau provincial, une équipe technique de suivi a été mis en place afin de garantir la qualité et la durabilité des infrastructures réhabilitées/construites.

Activité 3.6 : Mise en valeur des maisons des anciens villages.

Un projet d'appui à l'amélioration du cadre de vie des habitants du VRI de Nkurye I, commune Giharo, province Rutana a été élaboré et sera mis en œuvre en partenariat avec le Projet d'Appui à la Réinsertion des Sinistrés (PARESI). Ce projet est sous tutelle du Ministère de la Solidarité Nationale, des Droits de la Personne Humaine et du Genre.

Les principaux résultats attendus de ce projet sont :

- 80 maisons détruites à Nkurye I seront reconstruites avec 231 000 briques stabilisées.
- Au moins 80 emplois seront créés dans le cadre de la création d'emplois temporaires
- L'environnement est protégé grâce à l'utilisation de machine presse à briques.
- Les bénéficiaires ont accès à un logement confortable.
- Les jeunes de Nkurye sont formés dans l'utilisation des machines presse à briques et peuvent les utiliser en toute autonomie

Ce projet comporte un aspect innovateur. En effet, les briques pour la construction des murs seront fabriquées à l'aide des machines presses à briques mises à la disposition par le PNUD. Il comporte également un aspect important de renforcement des capacités et de transferts de technologies (les jeunes de Nkurye seront formés sur l'utilisation des machines presses à briques).

Le tableau ci-dessous donne la répartition des projets de reconstruction communautaire par VRI et le Statu au 31 décembre 2011.

Répartition des projets de reconstruction communautaire par Province, Commune, VRI et par Agence Communautaire d'Exécution

Province	Commune	Villages ciblés	Projets	ACE	Statut du projet
Makamba	Mabanda	Musenyi	Réhabilitation de la piste Musenyi-Nyamugari	TERIMBERE	Projet exécuté. Il reste les travaux de consolidation
			Réhabilitation de la piste Mugina-Materwa	ECORROM	Projet exécuté. Il reste les travaux de consolidation
			Construction du marché local de Musenyi	Association Mabanda TERIMBERE (MATER)	Projet exécuté. Il reste les travaux de consolidation
			Réhabilitation de la piste Musenyi-Nyamugari (deuxième phase)	TERIMBERE	En instance de démarrage
			Réhabilitation de la piste Mugina-Materwa	ECORROM	En instance de démarrage

			(deuxième phase)		
Nyanza-Lac	Nyabigina		Réhabilitation de la piste Mugere-Nyabigina-Murinda	IMBONEZAMIKANGARA	Projet exécuté. Il reste les travaux de consolidation
			Traçage des caniveaux et aménagement des pistes dans le VRI de Nyabigina	KOMEZISHAKA	Projet exécuté. Il reste les travaux de consolidation
			Construction du marché local de Nyabigina	Association pour le Soutien aux Victimes du SIDA et de la Guerre « ASSIG »	En instance de démarrage
Kibago	Nyakazi		Réhabilitation de la piste Nyakazi-Rukoziri	AVDPE-TWIYUNGE	Projet exécuté. Il reste les travaux de consolidation
			Réhabilitation de la piste Nyakazi-Rwayumba	Association TWITEZIMBERE ABAFUNDI de Kibago (ATAK)	Projet exécuté. Il reste les travaux de consolidation
Rutana	Giharo	Nkurye	Réhabilitation du marché local de Nkurye	Front des Jeunes et Adultes pour le Développement et la Protection de l'Environnement (FJADE)	Projet exécuté. Il reste les travaux de consolidation
			Réhabilitation de la piste Giharo-Nkurye-Kibimba	Comite Communal de Sélection et de Suivi des Associations (CCSS)	Projet exécuté. Il reste les travaux de consolidation
			Appui à la viabilisation du village de Nkurye I	PARESI	En instance de démarrage
	Murembera	Réhabilitation de la piste Murembera-Ruvumu	KOMEZAKARANGA	Projet exécuté. Il reste les travaux de consolidation	
Bururi	Rumonge	Mutambara I et II	Construction d'un centre de négoce de Mutambara	OPE RUBUBU	Projet exécuté. Il reste les travaux de consolidation
			Réhabilitation de la piste Buzimba-Mugara	Association des Femmes Burundaise pour le Développement (AFEBUDE)	Projet exécuté. Il reste les travaux de consolidation
		Busebwa	Réhabilitation de la piste Busebwa-Mugara	Association pour la Promotion et la Défense des Droits Humains (APDDH)	Projet exécuté. Il reste les travaux de consolidation
		Buzimba	Réhabilitation de la piste Mugara-Karagara	Association de la Jeunesse pour la Lutte contre le SIDA (AJLS)	Projet exécuté. Il reste les travaux de consolidation

Tableau 1 : Répartition des projets par Province, Commune, VRI et par ACE (Source : PNUD /VRI, 2011)

La durée de mise en œuvre de chaque projet est de trois mois. Les 14 projets exécutés ont permis l'accès aux revenus temporaires à e 1.120 familles et les capacités de 14 associations locales, de cinq Comités Communaux de Développement Communautaires, de dix Comités de VRI ainsi que les capacités des GTTPV des provinces Bururi, Makamba et Rutana ont été renforcées.

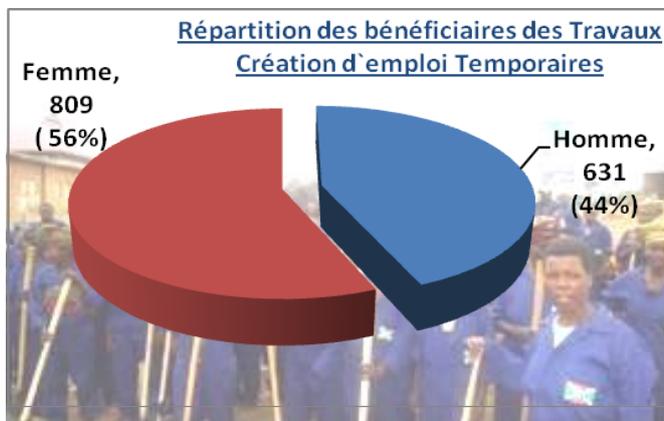
Répartition des bénéficiaires des projets par sexe et par catégorie

Titre du projet	Partenaire	Commune	MVRI		MCA		Total
			H	F	H	F	
Réhabilitation de la piste Nyakazi-Rukoziri	AVDPE-Twiyunge	Kibago	23	25	14	18	80
Réhabilitation de la piste Nyakazi-Rwayumba	ATAK	Kibago	24	24	17	15	80
Réhabilitation de la piste Musenyi- Nyamugari	TERIMBERE	Mabanda	25	23	16	16	80
Réhabilitation de la piste Ruvuga -Shuza	ECORROM	Mabanda	20	28	15	17	80
Construction du marché local de Musenyi	MATER	Mabanda	24	24	16	16	80
Traçage des caniveaux dans le VRI Nyabigina	KOMEZISH AKA	Nyanza-lac	18	30	17	15	80
Réhabilitation de la piste Mugere-Nyabigina-Murinda	IMBONEZA MIKANGAR A	Nyanza-lac	21	27	12	20	80
Construction du marché local de Mutambara	OPERUBUBU	Rumonge	9	39	11	21	80
Réhabilitation de la piste Busebwa-Mugara	APDDH	Rumonge	24	24	16	16	80
Réhabilitation de la piste Buzimba-Mugara	AFEBUDE	Rumonge	16	32	15	17	80
Réhabilitation de la piste Mugara-Karagara	AJLS	Rumonge	24	24	12	20	80
Réhabilitation de la piste Murembera-Ruvumu	KOMEZAKAR ANGA	GIHARO	15	18	27	20	80
Réhabilitation de la piste Nkurye-Kibimba	CCSS-AGR-GIHARO	GIHARO	10	22	15	33	80
Réhabilitation du marché local de Giharo	Front des Jeunes Défense de l'environnement.	GIHARO	17	15	19	29	80
Total			270	355	222	273	1120

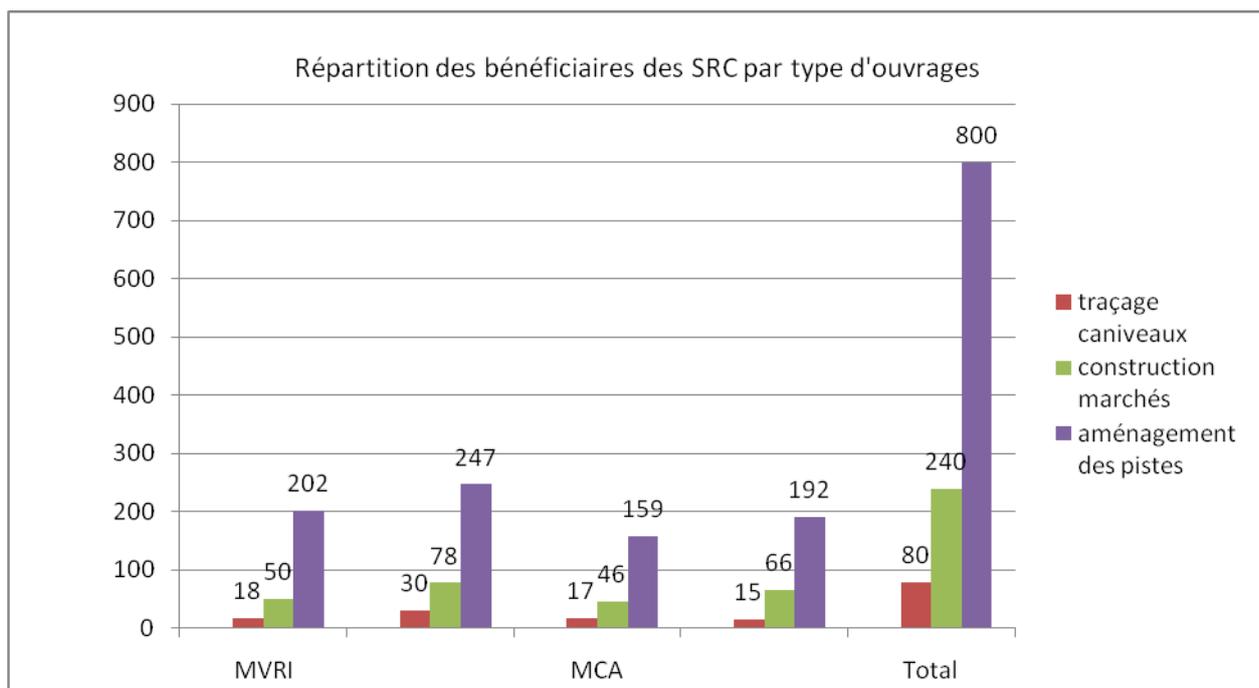
Tableau 2: Répartition des bénéficiaires par Province, Commune, VRI et par ACE (Source : PNUD /VRI, 2011)

Parmi les bénéficiaires, 56% sont les membres des villages (MVRI) tandis que les membres de la communauté d'accueil représentent 44% du nombre total des bénéficiaires.

Aussi, toutes catégories confondues (MVRI + MCA), 56% des bénéficiaires sont des femmes et les hommes représentent le 44 % restant comme nous le montre le graphique ici-bas.

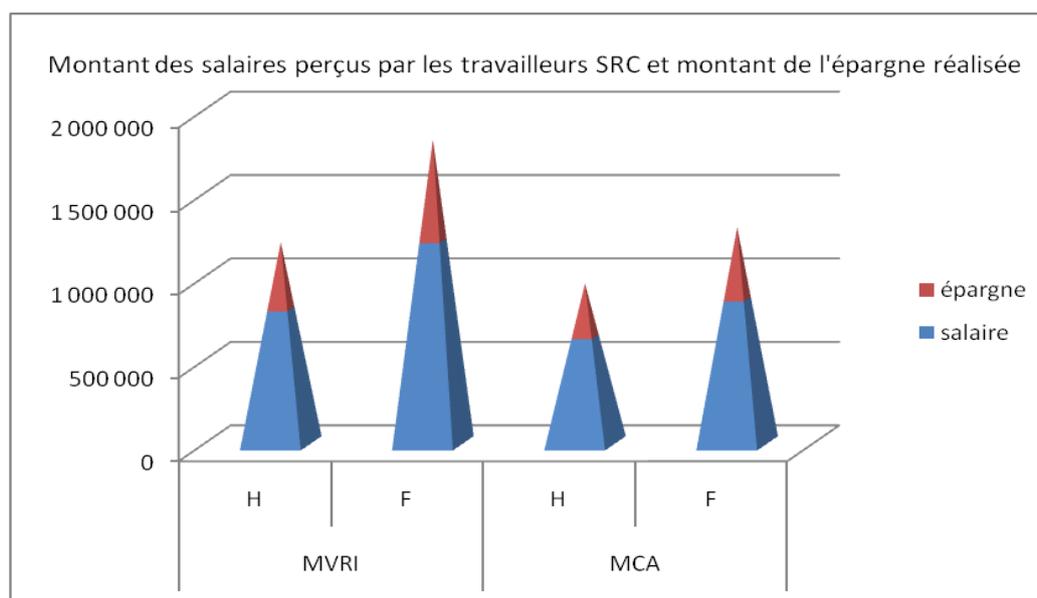


Les 1120 personnes ayant été impliquées dans les services de reconstruction étaient réparties comme suit : 800 personnes, soit 361 hommes et 439 femmes, ont été engagées pour la réhabilitation des pistes, la construction des marchés a mobilisé 240 personnes, 96 hommes et 144 femmes. Enfin, 80 personnes dont 35 hommes et 45 femmes auront contribué au traçage des caniveaux. Ces chiffres concernent les deux catégories de bénéficiaires (les MVRI et les MCA)



Pendant les services de reconstruction communautaire, une masse monétaire d'un montant de **465.000.000 FBU (271.771 Euro)** a été injectée dans les ménages bénéficiaires directs et indirects de l'intervention. Afin de sensibiliser les bénéficiaires à l'épargne, un tiers de leur salaire a été retenu à chaque paye en guise d'épargne et leur est remis lors de la dernière paye. L'initiation de l'épargne individuelle aura permis aux bénéficiaires de se mettre ensemble et de créer des opportunités économiques collectives à travers les activités génératrices de revenus, ce qui a un aussi l'avantage d'améliorer l'économie des ménages.

Le graphique ci-dessous montre la répartition de la masse monétaire par sexe et par catégorie.



Aussi, des contrats de plus 10 000 euros ont été conclus avec quelques institutions pour faciliter la mise en œuvre des activités. Ci-après la liste de ces contrats.

Liste des contrats de plus de 10.000 euros attribués

Nom du contractant	Montant (FBU) ³	Procédure d'attribution	Activités
Régie Nationale des Postes	314.759.350 (=183 922€)	Signature de la lettre d'accord avec une institution gouvernementale après évaluation des capacités	Paiement des travailleurs bénéficiaires des projets de création d'emplois temporaires ainsi que les équipes de suivi
INECN	60.966.054 (=35 624€)	Signature de la lettre d'accord avec une institution gouvernementale après évaluation des capacités	Projet de restauration des paysages dans les communes de Kibago et Mabanda »
PARESI	97.212.000	Signature de la lettre	Projet d'appui à

³ 1€=1711Fbu

	(56 804€)	d'accord avec une institution gouvernementale après évaluation des capacités	l'amélioration du cadre de vie des habitants du VRI de Nkurye I, commune Giharo, province Rutana
Ligue ITEKA	41.160.000 (=24 051€)	Signature de la lettre d'accord d'accès aux subventions « Grant »	Projet d'appui à la cohésion sociale et à la gouvernance locale dans les VRI des commune Kibago, Mabanda et Nyanza Lac province Makamba



Travailleurs bénéficiaires du projet de réhabilitation de la piste Nyakazi Rwayumba

<p><i>Infrastructures existantes</i></p>	<p><i>Vue d'ensemble de l'intervention</i></p>	
<p><i>Un des hangars construits sur la 1^{ère} PF</i></p>	<p><i>Surface entre les deux hangars aménagés avec gravier</i></p>	<p><i>Charpente en cours</i></p>



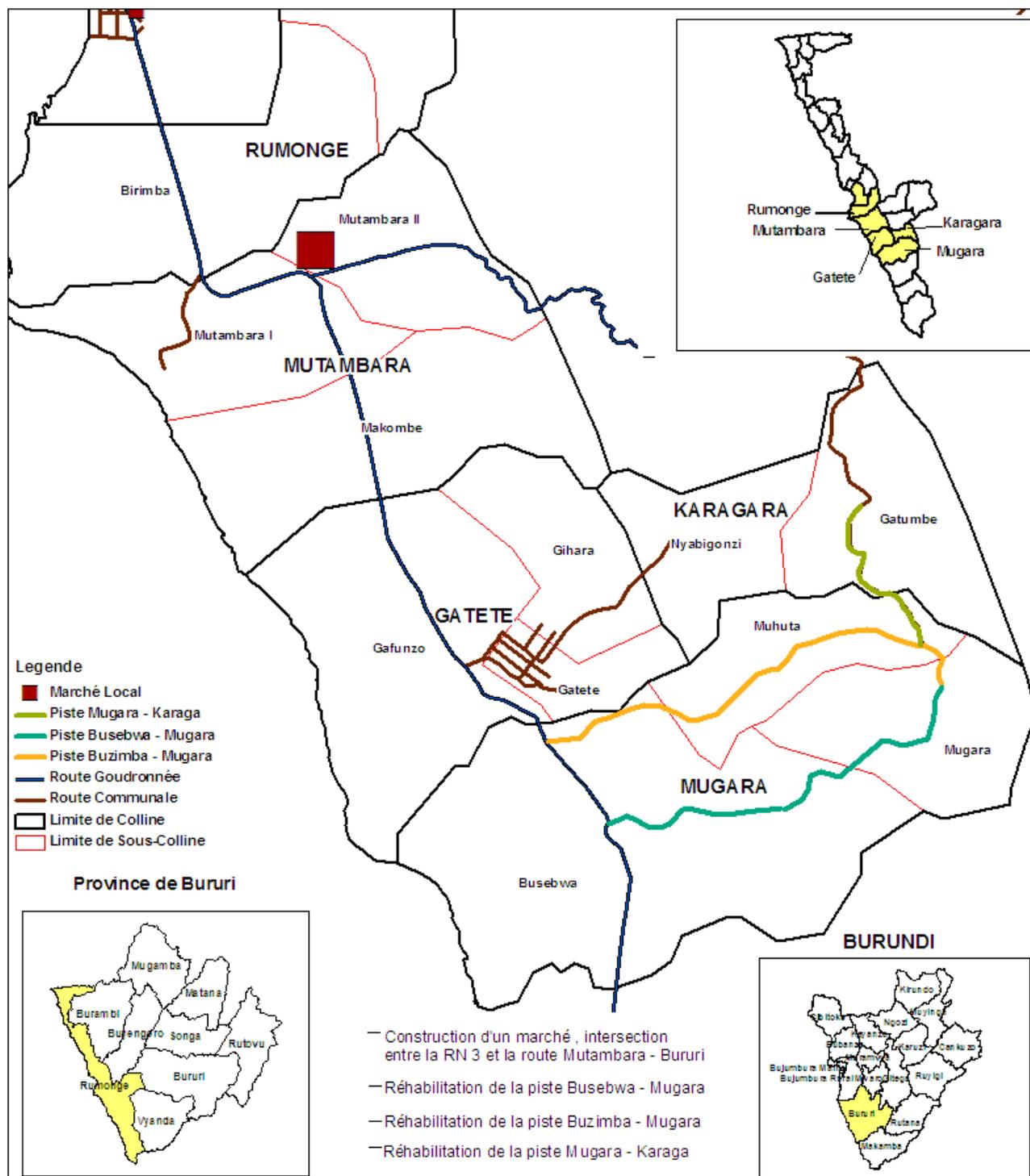
LOCALISATION DES PROJETS DE CREATION D'EMPLOIS VRI



Réhabilitation des Pistes et construction d'un marché local en commune Rumonge Province Bururi

Programme LRRD d'appui à la viabilisation des villages ruraux intégrés dans le cadre du rapatriement et de la Réintégration au Burundi

Composant: Appui à la coordination et appui à la relance économique et à la cohésion sociale



0,5 0 1 Kilometers

ECHELLE : 1:60 000



Les limites provinciales sur cette carte sont tracées à titre indicatif et n'ont aucune valeur juridique

Prepared by United Nations Integrated Services Centre (UNISC)



Sources : IGEBU, ISTEBU, PNUD, CISNU-GIS



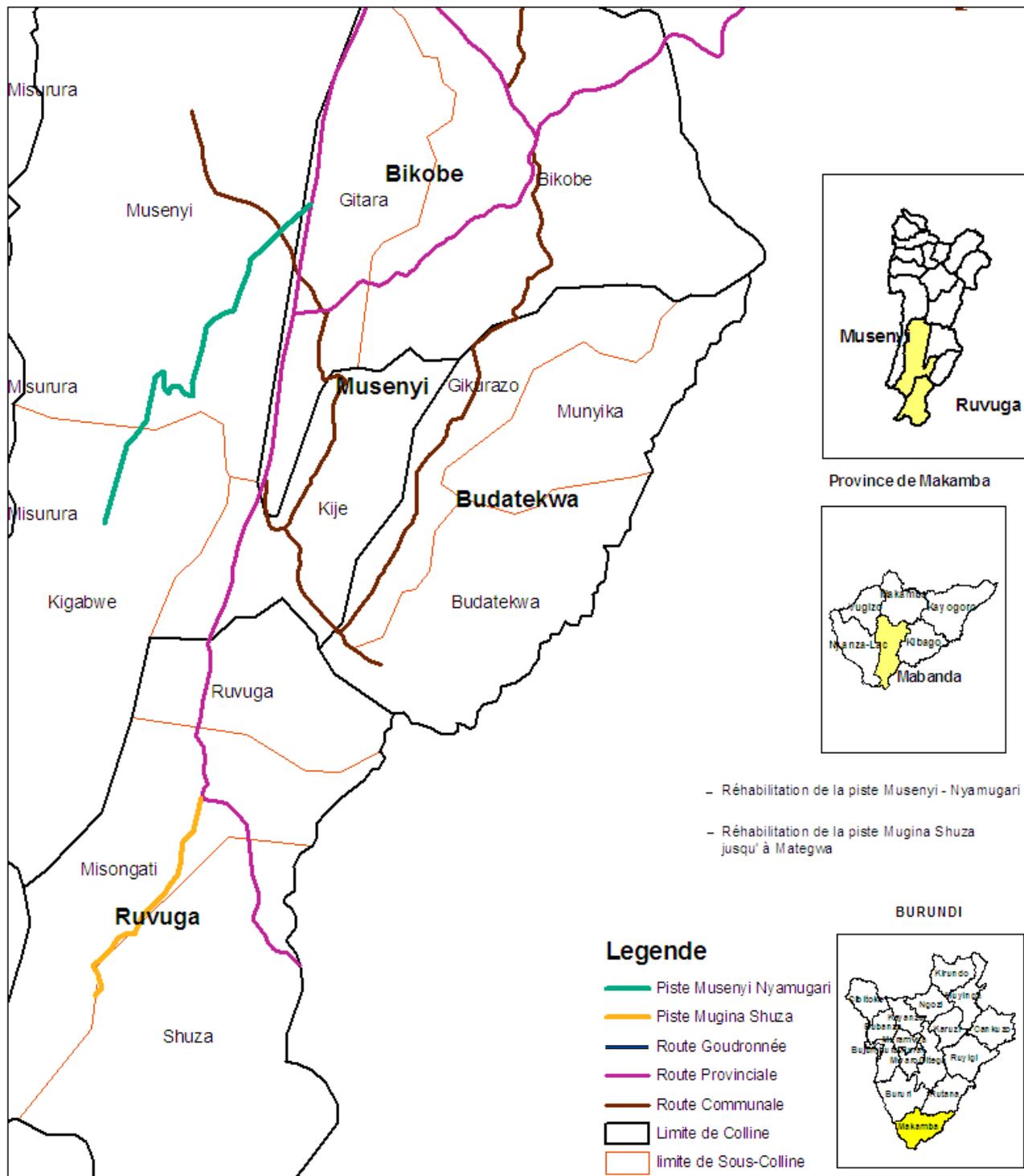
LOCALISATION DES PROJETS DE CREATION D'EMPLOIS VRI



Réhabilitation des Pistes en commune Mabanda Province Makamba

Programme LRRD d'appui à la viabilisation des villages ruraux intégrés dans le cadre du rapatriement et de la Réintégration au Burundi

Composant: Appui à la coordination et appui à la relance économique et à la cohésion sociale



0,9 0,45 0 0,9 Kilometers

ECHELLE : 1:60 000

Prepared by United Nations Integrated Services Centre (UNISC)

Les limites provinciales sur cette carte sont tracées à titre indicatif et n'ont aucune valeur juridique



Sources : IGEBU, ISTEBU, PNUD, CISNU-GIS

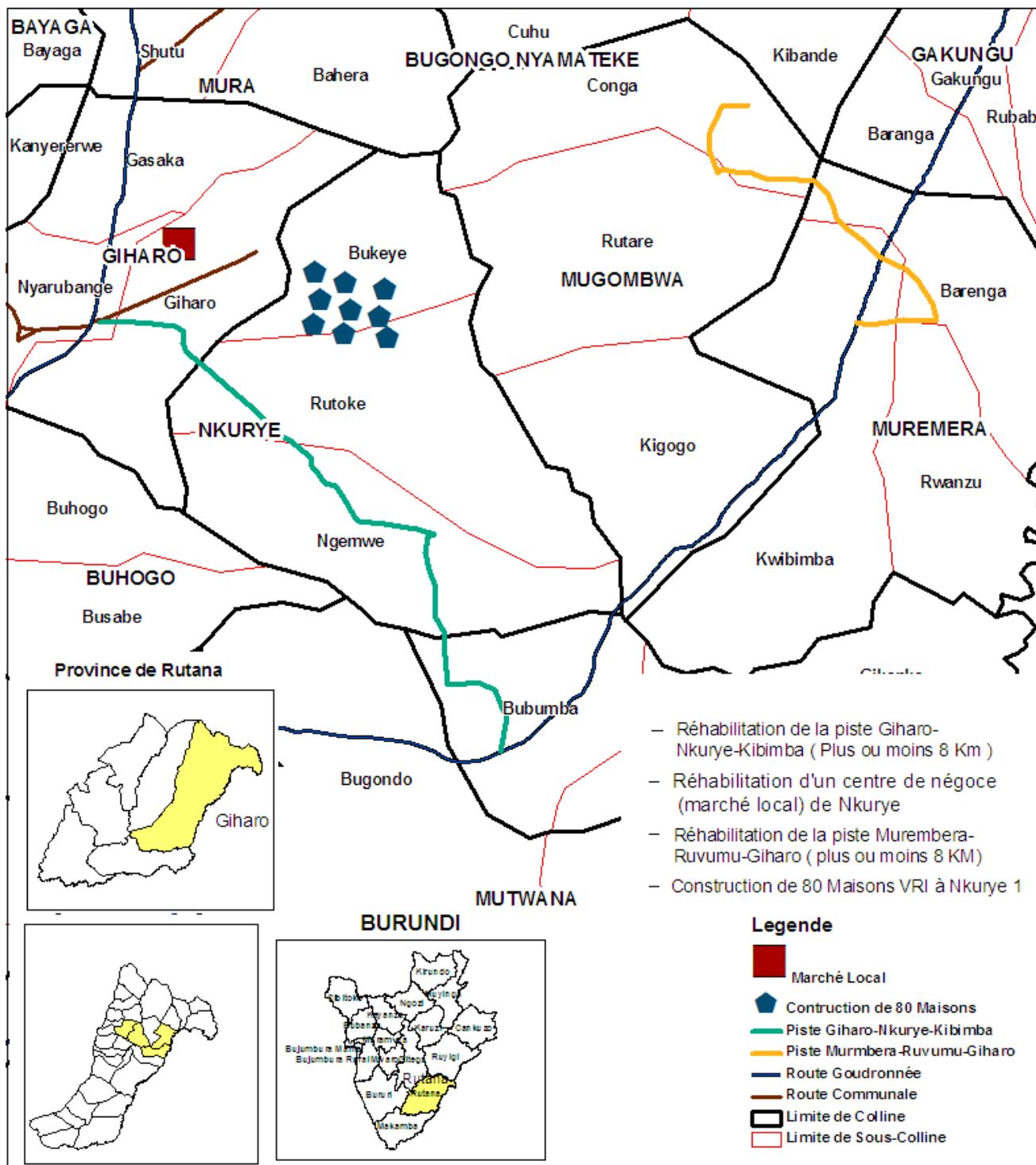


LOCALISATION DES PROJETS DE CREATION D'EMPLOIS VRI

Réhabilitation des Pistes en commune Giharo Province Rutana

Programme LRRD d'appui à la viabilisation des villages ruraux intégrés dans le cadre du rapatriement et de la Réintégration au Burundi

Composant: Appui à la coordination et appui à la relance économique et à la cohésion sociale



Les limites protégées sur cette carte sont tracées à titre indicatif et n'ont aucune valeur juridique



1 0,5 0 1 Kilometers

ECHELLE : 1:55 000



Prepared by United Nations Integrated Services Centre (UNISC)

Sources : IGE BU, ISTEBU , PNUD, CISNU-GIS



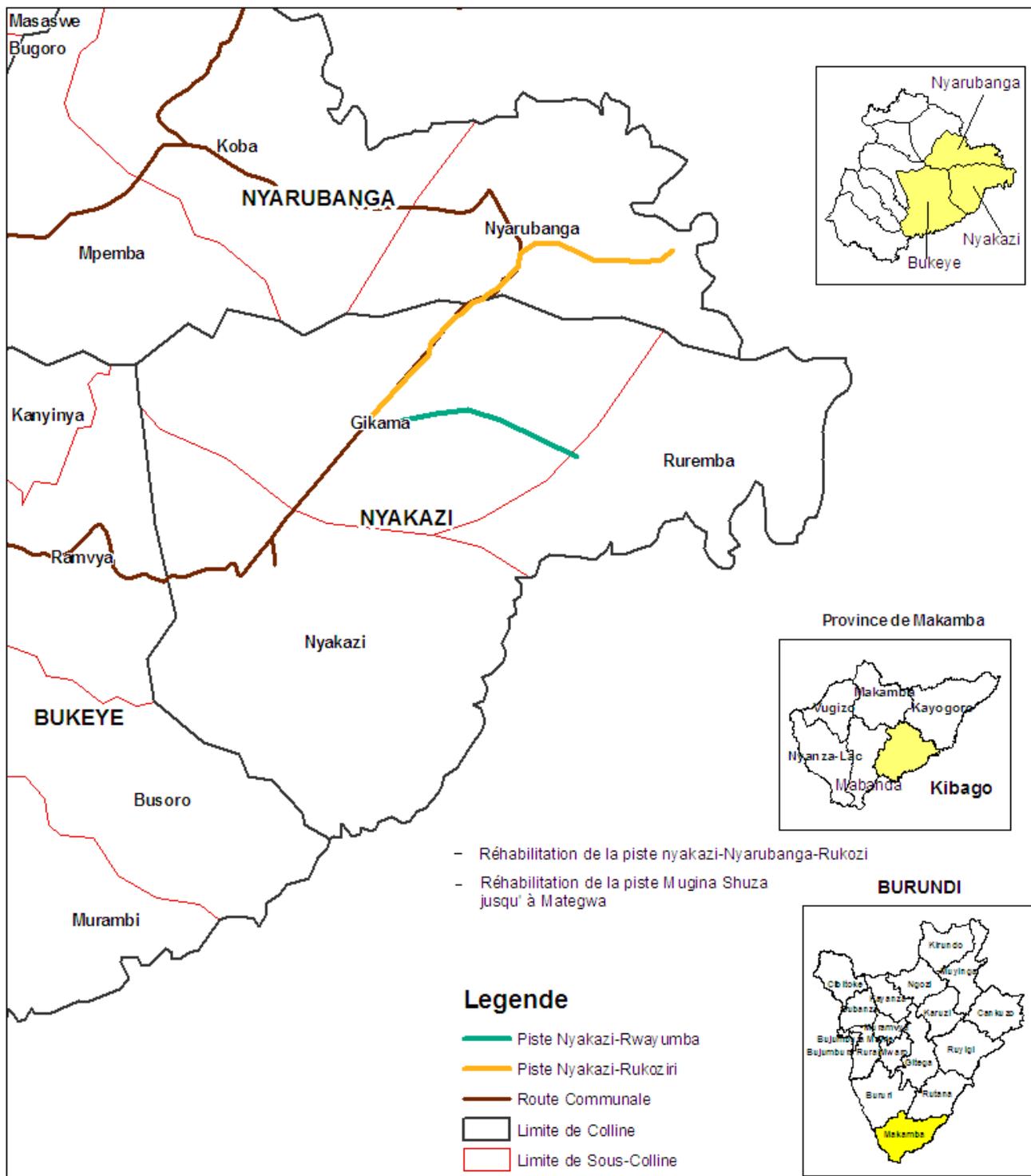
LOCALISATION DES PROJETS DE CREATION D'EMPLOIS VRI

Réhabilitation des Pistes en commune Kibago Province Makamba



Programme LRRD d'appui à la viabilisation des villages ruraux intégrés dans le cadre du rapatriement et de la Réintégration au Burundi

Composant: Appui à la coordination et appui à la relance économique et à la cohésion sociale



1 0,5 0 1 Kilometers

ECHELLE : 1:60 000

Prepared by United Nations Integrated Services Centre (UNISC)



Les limites protégées sur cette carte sont tracées à titre indicatif et n'ont aucune valeur juridique



Sources : IGE BU, ISTEBU, PNUD, CISNU-GIS

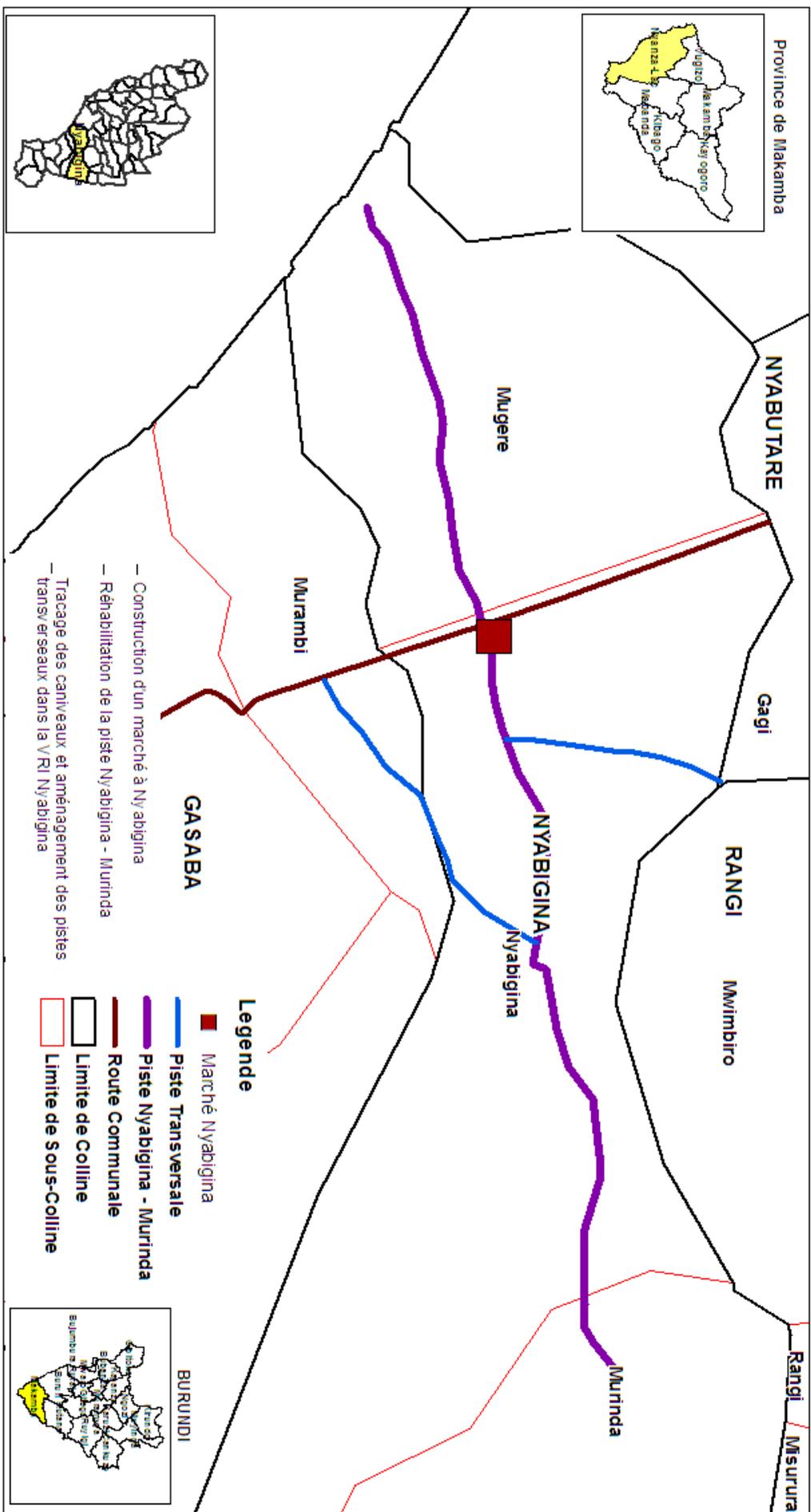


LOCALISATION DES PROJETS DE CREATION D'EMPLOIS VRI

Réhabilitation des Pistes en comm une Nyanza-Lac Province Makamba



Programme LRRD d'appui à la viabilisation des villages ruraux intégrés dans le cadre du rapatriement et de la Réintégration au Burundi
Composant: Appui à la coordination et appui à la relance économique et à la cohésion sociale



Résultat 4 : Les populations affectées par le conflit ont accès à des moyens de subsistance et sont réintégrées de manière durable

Entre le temps de la formulation du programme et du démarrage effectif des activités, le Gouvernement du Burundi s'est dotée d'une Stratégie Nationale de Réintégration et le PNUD a développé une approche d'appui à la mise en œuvre de cette Stratégie Nationale. L'approche appelée 3X6 est composée de trois phases : (i) phase d'inclusion et de création d'emplois temporaires à travers la réhabilitation d'infrastructures communautaires. L'objectif poursuivi est l'engagement, de façon inclusive, des rapatriés, des déplacés, des ex combattants (RDExC) ainsi que des personnes vulnérables des communautés dans des projets de création d'emplois temporaires afin d'assurer l'accès aux revenus temporaires, la cohésion sociale, l'organisation en associations, la promotion de l'épargne et la conception d'AGR à mettre en œuvre après cette première phase. (ii) phase d'Appropriation : mise en œuvre des AGR développées par des membres des associations constituées lors de la première phase ainsi que la poursuite de la stratégie de promotion de l'épargne. (iii) phase de Durabilité couvrant les aspects d'investissement et d'expansion du marché pour la consolidation et la pérennisation des réalisations enregistrées lors de la deuxième phase de l'approche.

Activité 4.1 : Étude de marché et des opportunités économiques hors agriculture.

L'équipe du projet VRI a réalisé une étude d'identification des AGR hors agricole exercées ou connues ou souhaitées par les habitants des VRI ainsi que par les membres de la communauté d'accueil. Ainsi, les principales métiers pratiqués ou connues sont la couture, la boulangerie, la menuiserie, la soudure, la restauration, la coiffure, savonnerie, Extraction d'huile de palme.

Activité 4.2 : Identification des opérateurs économiques locaux pouvant jouer un rôle actif dans la revitalisation de l'économie

Un inventaire d'associations d'AGR a été réalisé entre janvier et février 2011. Le rapport révèle l'existence d'une multitude d'associations d'AGR aux capacités organisationnelles très faibles et sans moyens financiers pour la mise en œuvre de leurs AGR. Il s'agit généralement des associations récemment constituées souvent sur l'initiative d'un quelconque bailleur ou intervenant.

Activité 4.3 : Financement en entrepreneuriat local (associations et individuel)

Au cours de cette première année, le financement en entrepreneuriat local vise essentiellement la promotion du mouvement associatif.

Ainsi, pour qu'une association bénéficie d'un appui à la réintégration durable, les conditions ci-après doivent être remplies :

- la libération de la contribution individuelle pour le financement de l'AGR: les membres de l'association donnent une contribution équivalente à 25% du financement de l'AGR et les autres 75% sont la subvention du PNUD à l'AGR,

- l'élaboration d'un compte prévisionnel d'exploitation qui démontre la faisabilité et la viabilité économique de l'AGR.

Dans le VRI Musenyi, quatre (4) Associations avaient été jugées éligibles à la deuxième phase de l'approche de réintégration durable mais seulement deux associations ont pu remplir toutes les conditions exigées. Une association du VRI de Mutambara a également pu faire partie des associations bénéficiaires. En tout, trois associations ont pour le moment bénéficié des appuis de la réintégration durable sans passer par la première phase de l'approche d'appui à la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Réintégration.

Les trois associations bénéficiaires sont :

	Nom de l'association	Type de projet	Coût total du projet Fbu	Financement demande au PNUD	% PNUD
	TWITEZIMBERE	Boulangerie-caféteria	3.000.0000	2.250.000	75% du budget total
	Peace center Electronic	Coiffure, Charge batterie et loisirs (film-video)	6.662.000	4.914000	75% du budget total
	TWUNGURANE UBUMENYI	couture broderie	3.316.000	2.487.000	75% du budget total

Après la mise en œuvre de 14 projets de création d'emplois temporaires (première phase de l'approche), 32 associations ont pu remplir les conditions exigées pour la seconde phase. Toutes ces associations ont bénéficié d'appui technique de l'équipe du projet VRI dans la confection du dossier technique des microprojets en général et en particulier dans l'élaboration des comptes prévisionnels d'exploitation.

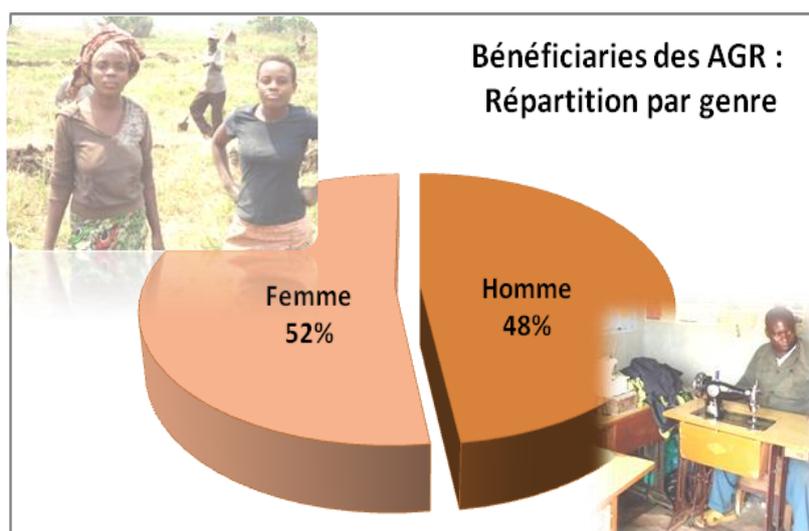
Le processus pour le paiement de la première tranche d'appui à la réintégration durable est en cours. Le démarrage des 32 microprojets d'AGR est prévu pour début janvier 2012.

Voici la liste des 32 microprojets d'AGR financés.

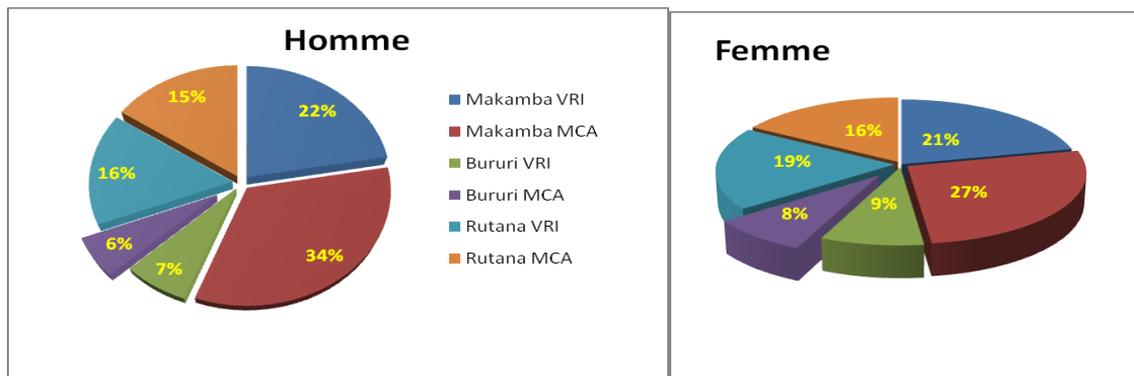
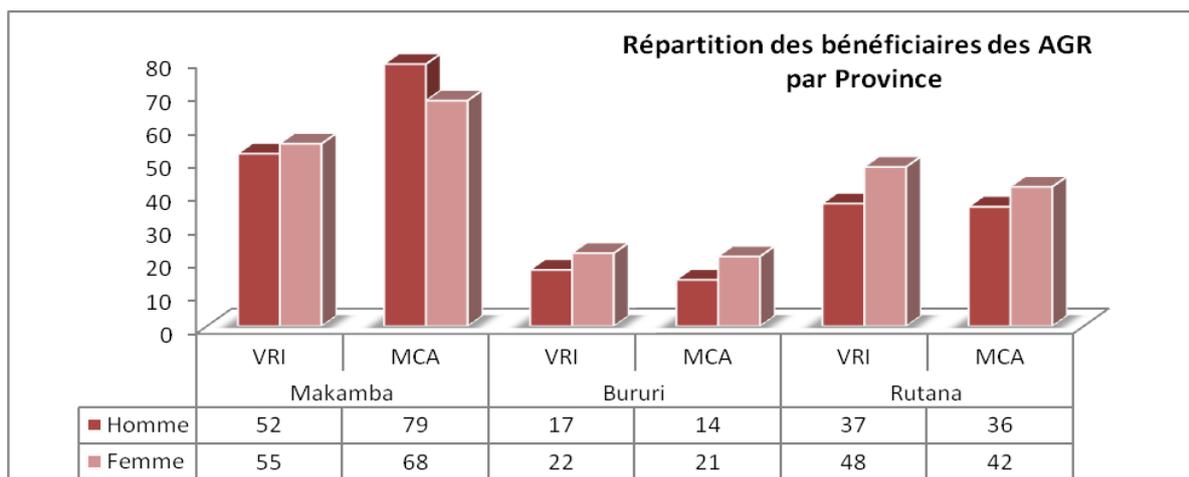
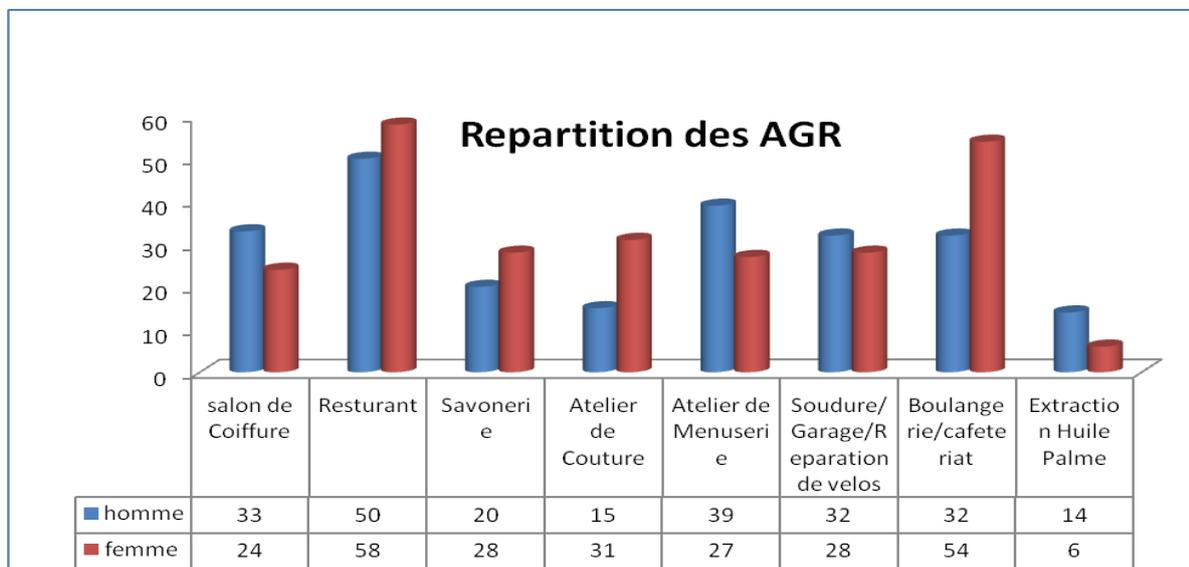
Province	Commune	Types AGR	Association	Nombre de bénéficiaires			
				MVRI		MCA	
				H	F	H	F
Makamba	Mabanda	Restaurant	Dushirehamwe	5	5	6	8
		Salon de coiffure	Tuzoshika	5	1	2	2
		Atelier de soudure	Kerebuka	3	1	7	9
		Atelier de menuiserie	Dushigikirane	6	2	10	2
	Kibago	Atelier de couture	Réconfort	3	8	1	4
		Boulangerie	Turibamwe	0	9	4	6
		Salon de coiffure	Ubumwe	7	2	1	1
		Savonnerie	Twiyunge	5	1	2	2
		Atelier de menuiserie	Tugirurunani	7	2	10	7

Bururi	Nyanza Lac Nyanza Lac	Savonnerie	Tujijuke	1	5	3	4
		Restaurant	Dufatanemunda	2	5	6	7
		Extraction huile de palme	Turwanyinzara	0	2	14	4
		Atelier de couture	Twitezimbere atagahato	3	5	2	4
		Boulangerie	Ikangure	0	3	3	5
		Garage et soudure	Tugirumwete	5	4	8	3
	Rumonge	Restaurant	Dufashanye-Buzimba	4	2	2	3
		Boulangerie-caféteriat	Twibanire	3	3	5	5
		Boulangerie	Dushirehamwe	5	4	1	2
		Atelier de menuiserie	Tujehamwe	3	8	3	6
Savonnerie		Tubumwe	2	5	3	5	
Rutana	Giharo	Atelier soudure+réparation vélos	Kaze tubane	5	1	4	10
		Restaurant	Birashoboka	7	10	3	0
		Boulangerie	Turwanyubunewe	3	7	0	0
		Salon de coiffure + charge batterie	Akagumye bagumako	3	5	9	3
		Restaurant	Twiyungure	6	6	1	0
		Salon de coiffure	Kiruruka	2	1	4	9
		Boulangerie-Cafétériat	Twitezimbere	3	4	5	6
		Savonnerie	Ubumwe n'iterambere	3	5	1	1
		Restaurant	Dusabikanyiterambere	3	6	5	6
		Atelier de couture	Dushirehamwe	2	3	4	7
						106	125

Au total, 235 hommes (48%) et 256 femmes (52%) ont été impliqués dans les activités génératrices de revenus.



A la fin des SRC, les bénéficiaires ont formé des associations d'AGR avec les types d'activités suivants : la restauration (108 personnes), boulangerie (86 personnes), atelier de menuiserie, (66 personnes), soudure-garage (60 personnes), salon de coiffure (57 personnes), savonnerie (48 personnes), atelier de couture (46 personnes) et extraction d'huile de palme (20 personnes). La répartition des bénéficiaires entre les différents types d'AGR ainsi que par province est bien illustrée dans les deux graphiques ci-après.



Activité 4.4 : Développement de techniques de transformation et de conservation des produits agricoles pour les associations de femmes

Cette activité est programmée pour 2012 dans la cadre de phase 3 de l'approche 3 x 6.

Activité 4.5 : Ateliers de formation en organisation communautaire par groupement

Au total, 5 ateliers ont été organisés à l'intention des membres des comités exécutifs des différentes associations ayant développées des AGR. L'objectif des ateliers était le renforcement des capacités organisationnelles des associations. Ainsi, à la date d'aujourd'hui, toutes les 35 associations appuyées disposent d'attestations de reconnaissance légale délivrées par l'Administrateur communal.

Voici quelques images du processus d'identification des associations et la situation actuelle des AGR du VRI Musenyi.



Séance d'identification des activités génératrices de revenus pratiquées par les habitants du VRI Musenyi



L'association TUBARIRE ne dispose que quatre machines à coudre dans une petite chambre de 2mX2m.



Fabrication des pains et beignets



Les femmes membres de l'association TWITEZIMBERE vendent les beignets au marché de Musenyi.



Cafétéria de l'association TWITEZIMBERE de Musenyi



Salon de coiffure de l'association PEACE.C de Musenyi

4.6 Réaliser et produire des fiches techniques sur différents thèmes d'autopromotion

Cette activité a été programmée pour la 2^{ème} année du projet.

3.3. Les activités planifiées et non encore mises en œuvre

L'organisation d'une réunion de coordination générale ; le développement de techniques de transformation et de conservation des produits agricoles pour les associations de femmes, la réalisation et la production des fiches techniques sur différents thèmes d'autopromotion sont des activités dont la mise en œuvre a été planifiée pour la seconde année du programme conformément à la 2^{ème} et 3^{ème} phase de l'approche 3 x 6 adoptée par PNUD pour soutenir la mise en œuvre de la stratégie Nationale de Réintégration

4. Evaluation des résultats atteints.

Du démarrage effectif des activités (janvier 2011) à la date d'aujourd'hui (décembre 2011), on ne peut que faire une évaluation d'effets. Dans le tableau ci-après, nous présentons les réalisations par rapport aux résultats attendus.

Résultats attendus	Indicateurs cibles annuels (janvier-Décembre 2011)	Résultats atteints (janvier-31 décembre 2011)	Effets/Impacts
La coordination et la cohérence des interventions dans les différents secteurs assurés	<i>Nombre (12) de réunions des GTTP</i>	Jusqu'au 31 décembre 2011, sept réunions mensuelles ont été organisées à Rutana et à Makamba et six réunions à Bururi. (13 réunions tenues)	Les GTTPV sont fonctionnels et participent efficacement à la coordination des interventions au niveau des VRI
	<i>Nombre (4) de missions sur le terrain GTTN</i>	A la fin du mois d'octobre 2011, les membres du GTTNV ont effectué sept (7) missions d'appui aux GTTPV	Contribution du GTTNV à la redynamisation et au fonctionnement des GTTPV - Contribution du GTTNV à la résolution de la question d'occupation illégale des maisons à Rumonge - Contribution du GTTNV à la distribution des terres cultivables aux habitants du VRI Nyabigina
	<i>Nombre (12) de missions sur le terrain GTTPV</i>	Au cours de cette année 2011, les membres des GTTPV de Rutana et Makamba ont effectués neuf (9) descentes sur terrain chacun, le GTTPV de Bururi en a effectué cinq (5) dont quatre dans le seul mois de juin lors de la résolution de la question d'occupation illégale des maisons dans les VRI de Rumonge	Suite aux descentes des membres des GTTPV Rutana et Makamba, le degré de confiance entre les habitants des VRI et les membres des communautés d'accueil s'est amélioré à Nyakazi, Nyabigina et Nkurye. Les cas de conflits fonciers ont diminué à Nkurye et Nyakazi. Tous les ménages du VRI Nyakazi ont accès aux terres cultivables. Les seuls ménages sans accès à la terre cultivable sont

			les nouveaux transférés dans le VRI de Nkurye I.
	Nombre (3) de motos	3 motos achetées et remises aux autorités provinciales (antennes provinciales du plan).	Renforcement des capacités des antennes provinciales du plan
	Nombre (2) de rapports d'évaluation interne et externes	Un rapport d'une mission d'évaluation externe indépendante produit. Un rapport sur les aspects techniques produit par le CISNU Un rapport de la mission conjointe UE-Partenaires d'exécution produit Un rapport de mission Unité de relèvement communautaire produit Compte rendus des réunions mensuelles sur l'état d'avancement des activités Union Européenne-PNUD-FAO-Unicef élaborés Compte rendu de la réunion tenue à Makamba lors de la mission conjointe MSNDPHG-Ministères des Finances-CELON-DUE-PNUD-FAO produit	Les différentes missions d'évaluation interne ont contribué à l'amélioration de la qualité des projets mis en œuvre
2. Participation active des habitants des VRI au programme de relèvement communautaire et cohésion avec la population hôte et l'autorité locale effective	Nombre (125) d'acteurs locaux participants aux séances/ateliers/débats communautaires sur la cohésion sociale	-125 acteurs locaux (administration, CCDC, comités VRI, élus locaux, société civile, leaders communautaires) formés sur différents thèmes relatifs à la cohésion sociale et à la gouvernance locale.	125 acteurs locaux formés pour une meilleure gestion des conflits dans leurs localités respectives.
	Nombre (7) de thèmes développés	Sept (7) thèmes ont été retenus et validés : <ul style="list-style-type: none"> • Droits et devoirs du citoyen : participation citoyenne et redevabilité • Code des personnes et de la famille : mariage, filiation, actes d'Etat civil • Redevabilité de l'administration, des élus locaux vis-à-vis du citoyen • Loi communale • Education civique • Leadership/Citoyenneté • Information et participation au processus de planification locale 	

		<ul style="list-style-type: none"> • La reproduction responsable 	
	Nombre (26) de compétitions sportives et culturelles organisées	<ul style="list-style-type: none"> - 26 compétitions sportives et culturelles ont été organisées dans les cinq communes d'intervention du programme (Giharo, Kibago, Mabanda, Nyanza Lac et Rumonge) - 25 équipes mixtes de football et 41 groupes mixtes de danses traditionnelles composés des habitants des VRI et des membres des communautés d'accueil ont été constitués. 	Renforcement de la cohésion sociale et de rapprochement communauté.
	Nombre (245) ménages de VRI ayant bénéficié de terres cultivables au cours de l'année 2011	245 ménages de récupérer/accéder aux terres cultivables dont 23 à Nkurye, 27 à Nyakazi et 195 à Nyabigina	<p>Avec l'accès aux terres cultivables, la sécurité alimentaire des habitants des VRI pourra s'améliorer.</p> <p>Résolution des conflits fonciers dans les VRI Nkurye, Nyakazi et Nyabigina</p>
	Nombre (245) de conflits fonciers résolus	245 cas de conflits fonciers résolus dont 195 à Nyabigina, 23 à Nkurye et 27 à Nyakazi	La cohésion sociale entre les habitants VRI et les membres de la communauté d'accueil s'est améliorée.
3. Les habitants des VRI réintégrés et les communautés hôtes participent à la reconstruction de leurs communautés de base et la réhabilitation des infrastructures	- Nombre (14) projets de création d'emploi temporaires (HIMO) mis en œuvre	<ul style="list-style-type: none"> - Quatorze (14) projets de créations d'emplois temporaires (HIMO) ont été développés et mis en œuvre. - Quatre (4) projet de créations d'emplois temporaires ont été développés et sont en phase de démarrage 	1440 familles des VRI ont accès aux revenus temporaires et l'économie de leurs ménages est améliorée.
	- Nombre (520) femmes et Nombre (520) hommes bénéficiaires des projets de création d'emplois temporaires et	1440 emplois temporaires créés pour 720 femmes et 720 hommes.	

	rapides		
	Masse monétaire injectée dans la communauté	Une masse monétaire de 581.608.000 FBU a été injectée dans la communauté dont 299.520.000 au titre des salaires versés aux travailleurs bénéficiaires des projets de créations d'emplois temporaires, 99.840.000 FBU comme épargne devant permettre la poursuite du processus de réintégration durable et 182.248.000 FBU versé à travers les Agences communautaires d'exécution pour couvrir les frais d'équipement, le paiement des services des équipes de gestion des projets et les frais de fonctionnement.	- Les familles des habitants des VRI participants dans la mise en œuvre des projets disposent des revenus temporaires pour subvenir aux besoins familiaux de première nécessité - A travers les mécanismes d'épargne, les travailleurs bénéficiaires des projets ont les moyens de s'acquitter de leur contribution individuelle et accéder aux appuis de la réintégration durable - Les capacités des ACE sont renforcées dans la gestion des projets
	- Nombre d'infrastructures socio-économiques réhabilitées	11 pistes en cours de réhabilitation, 3 marchés en cours de construction	La circulation des personnes, biens et services améliorée.
	- Nombre (80) de maisons en cours de construction	Un projet de construction de 80 maisons avec des briques compressées a été élaboré. L'exécution de ce projet a été confiée à PARESI (un projet du Ministère de la Solidarité Nationale des Droits de la Personne Humaine et du Genre). Les travaux d'installation du chantier sont en cours.	Amélioration de l'habitat pour 80 familles
4. Réintégration des populations cibles, relance des activités productives et promotion de l'entrepreneuriat	Nombre (10) d'AGR appuyés	Deux (2) microprojets d'AGR appuyés et en cours d'exécution Trente deux (32) microprojets d'AGR ont bénéficié de l'appui et sont en phase de démarrage.	Les capacités organisationnelles et de conception et développement des microprojets des membres d'association bénéficiaires d'appui ont été renforcés.
	- Type d'AGR financés	<ul style="list-style-type: none"> • Couture-broderie • Boulangerie-caféteria. • Coiffure, charge batterie et loisirs (film-video). 	La réintégration socio-économique des habitants des VRI et des membres de la communauté d'accueil

		<ul style="list-style-type: none"> • Restauration • Extraction d'huile de palme • Savonnerie • Soudure • Réparation des vélos et motos • Menuiserie 	est assurée
5. Thèmes transversaux	Nombre (2) de projet de reboisement en HIMO	Un (1) Projet de restauration des paysages dans les communes de Kibago et Mabanda est en cours d'exécution en partenariat avec INECN	Trois (3) pépinières ont été mise en place pour la production de 1.320.000 plants pour le reboisement de 120 ha et pour une meilleure protection contre les changements climatiques
	Nombre () femmes et nombre () hommes bénéficiaires des projets de reboisement en HIMO	Plus de 2.400 personnes dont au moins 1.200 participent à la mise en œuvre et l'entretien des pépinières	Les familles des 2.400 personnes participant au projet ont accès aux revenus temporaires pour subvenir aux besoins familiaux de première nécessité.
	Campagnes de sensibilisation pour la lutte contre la VIH/SIDA et les violences basées sur le genre	Quatre (4) microprojets de création d'emplois temporaires dans le cadre de la lutte contre le VIH/SIDA et les Violences Basées sur le Genre ont été développés et se trouvent aujourd'hui en phase de démarrage. Trois cent vingt (320 personnes) dont 224 femmes ont été identifiés comme travailleurs bénéficiaires directs des quatre projets.	Amélioration des connaissances sur le danger, la stigmatisation et les moyens de protection contre le VIH/SIDA. Amélioration des connaissances sur les droits et protection contre les violences Basées sur le Genre

4.1. Difficultés rencontrées dans la mise en œuvre

Le projet a connu un retard dans le démarrage de ses activités à cause de la conjoncture politique du pays. En effet, de mai à septembre 2010, le pays était en plein processus électoral pour élire de nouvelles autorités depuis la base jusqu'au sommet.

Le non accès aux terres cultivables pour les habitants de certains VRI en l'occurrence ceux de la commune Rumonge a constitué également un obstacle à la réalisation des activités du projet. A cette question s'est ajoutée l'occupation illégale des maisons construites dans les VRI de Mutambara II, Busebwa et Buzimba. Le Gouvernement Burundais a travers l'Ombudsman pris la question en main et a mis en place une commission ad hoc pour trouver une solution à ce problème.

4.2. Modifications apportées à la mise en œuvre des activités

Les activités relatives au produit 4 n'ont pas été exécutées comme initialement prévues. Une étude réalisée sur terrain a montré une multitude d'associations d'activités génératrices de revenus non structurées et sans moyens financiers pour réaliser leurs microprojets.

Afin de soutenir durablement ces associations d'AGR, le PNUD a développé une approche novatrice d'appui à la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de réintégration appelée « Approche 3X6 » constituée de trois phases (**Inclusion, Appropriation, Durabilité**). Il s'agit d'une approche intégrée qui crée les conditions qui permettent aux bénéficiaires d'être au contrôle de leur processus de développement et des résultats. Elle vise à la réintégration tant sociale qu'économique des personnes affectées par le conflit. Les capacités des bénéficiaires sont utilisées et renforcées afin de permettre de mieux comprendre et saisir les opportunités économique.. L'approche propose une réponse simple, systématique et globale pour construire et consolider la paix dans un contexte socio-économique qui est souvent très complexe, économiquement limité et politiquement contesté.

Cette approche a été préférée parce qu'elle met à contribution les bénéficiaires qui, avant d'être appuyés doivent aussi s'investir et fournir le fond de départ de leur AGR. En effet, l'épargne est générée suite à la création massive d'emplois qui se fait dans la 1^{ère} phase de cette approche. C'est donc grâce à cette épargne et à l'appui du PNUD que les bénéficiaires regroupés en associations parviennent à débiter leurs différentes AGR (2^{ème} phase). Dans la troisième phase, et toujours avec l'appui du PNUD, des études de marchés seront faites pour permettre aux AGR de s'étendre et aux activités d'être pérennisées.

Même si ce changement dans l'approche utilisée pour appuyer les AGR a causé un retard dans le lancement des AGR, il aura permis un renforcement des bénéficiaires et de leurs associations. Nous citerons à titre d'exemple le fait que certains bénéficiaires qui au départ étaient réticents par rapport à l'épargne sont venus d'eux-mêmes demander à intégrer les associations. Un autre acquis qui pourrait être souligné est le fait qu'avec cette sensibilisation à l'épargne, les bénéficiaires ont une première confrontation avec les institutions financières ce qui leur servira dans la gestion de leurs activités génératrices de revenus et surtout dans la demande d'un prêt pour élargir leurs activités. (Voir Annexe 1 pour la note conceptuelle sur l'approche).

4.3. Plan d'action mis à jour

Année 2012														Organisme de mise en œuvre
Activité	Semestre 1						Semestre 2							
	Mois 1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12		
1. Appuyer la mise en place des mécanismes de coordination du programme VRI														
Organisation des réunions bimensuelles des GTTP dans les provinces de Bururi, Makamba et Rutana														GTTPV
Organisation des missions de terrain des membres du GTTNV														MSNDPHG
Organisation des missions de terrain des membres du GTTPV dans les différents VRI de la province														GTTPV
Organisation réunions de coordination générale du programme VRI														MSNDPHG GTTPV
Organisation des sessions de formations des acteurs locaux en gestion et coordination sur la thématique VRI et sur la prise en compte des VRI dans l'administration locale														Ligue ITEKA COPED ODECO
Organisation des évaluations régulières internes et externes sur l'état d'avancement et la qualité des interventions des partenaires du projet														MSNDPHG GTTPV
2. Renforcer la cohésion sociale intra-communautaire à travers la promotion du développement local et prévention et la résolution des conflits, notamment dans le domaine foncier														
Mise en œuvre d'un programme de réconciliation à travers la réalisation d'ateliers communautaires, séminaires, émissions de radio, manifestations sociales et communautaires (concerts, rencontres sportives) réunissant les membres des communautés et les rapatriés														Ligue ITEKA COPED ODECO
Appuyer l'identification des terres et la sécurisation foncière via les diagnostics socio foncier (assurer la mise à disposition de terres pour les bénéficiaires, ainsi que la légalisation des titres de propriété) et assister la résolution des éventuels conflits fonciers														MSNDPHG GTTPV
3. Améliorer l'offre, la qualité et l'entretien/maintenance des infrastructures socioéconomiques et communautaires														
Identification et mise en œuvre des microprojets de création d'emplois temporaires et rapides														Agences Communautés d'Exécution

Appui à l'amélioration du cadre de vie des habitants des VRI													PARESI
Appui à la restauration et à la protection de l'environnement par le reboisement en HIMO													INECN
4. Assurer la réintégration socioéconomique des populations cibles et la réduction de la pauvreté à travers la relance des activités productives et la promotion de l'entrepreneuriat local.													
Appui aux Activités Génératrices de revenus et à la promotion de l'entrepreneuriat local													Agences Communautés d'Exécution

5. PARTENAIRES ET AUTRE COOPÉRATION

Le programme LRRD d'appui aux VRIs est basé sur une approche intégrée et part de l'hypothèse que les partenaires impliqués dans les activités de réintégration et surtout ceux qui ont reçu le financement de l'Union Européenne ne peuvent organiser les activités isolées. Dans la composante de coordination, les partenaires assurent la mise en œuvre d'approches participatives et axées sur les communautés tout en maintenant des mécanismes de coordination sectorielle appropriés, y compris les groupes de travail au niveau national et local.

Avec l'Unicef et la FAO, les échanges d'informations se font lors des réunions mensuelles sur l'état d'avancement des activités entre l'Union Européenne et ses partenaires formels de l'action. Cependant la participation de l'Unicef aux réunions de GTTPV n'étant pas régulière ; la coordination éprouve parfois des difficultés dans le suivi des recommandations formulées par les GTTPV sur le secteur de l'eau, hygiène et assainissement.



Une séance d'informations entre les agences d'exécution

Pour la FAO, en plus des réunions régulières sur l'état d'avancement des activités organisées chaque mois avec l'Union européenne et sa régularité dans les réunions de coordination au niveau provincial et au niveau communautaire, sa présence sur le terrain avec l'ouverture d'un bureau à côté de celui du PNUD à Makamba favorise l'échanges d'informations, la complémentarité et une bonne coordination des activités.

De plus, le programme VRI a développé des synergies avec la FAO par la mise en œuvre d'un projet conjoint de restauration des paysages dans les communes de Kibago et Mabanda. L'encadrement technique du projet est assuré par l'Institut National de l'Environnement et de la Conservation de la Nature (INECN). Le PNUD contribue à 82% du budget total du projet contre 18% pour la FAO.

Au niveau central, le Ministère de la Solidarité Nationale des Droits de la Personne Humaine et du Genre a désigné un point focal pour faciliter la mise en œuvre de l'action. Le point focal participe régulièrement aux réunions du comité d'approbation des projets et aux ateliers organisés dans les communes d'intervention par le programme, effectue des missions d'appui aux GTTPV et de suivi des activités sur le terrain. Les relations sont très bonnes ; ce qui contribue au bon déroulement des activités.

Au niveau provincial, la collaboration avec les gouverneurs de provinces et président des GTTPV est très bonne. De manière générale, les gouverneurs de province se sont appropriés le fonctionnement des GTTPV : ils président les réunions ou délèguent les points focaux en cas d'absence, participent aux descentes sur terrain. Les autorités provinciales des trois provinces font preuve d'une grande disponibilité chaque fois que leur appui est sollicité.

Au niveau communautaire, les membres des CCDC et des comités des VRI ont bénéficié des formations leur permettant d'assurer un suivi quotidien de la mise en œuvre des projets de création d'emplois temporaires. Ils constituent ainsi l'équipe de suivi programmatique des projets. Des outils nécessaires pour assurer ce suivi ont été mis à leur disposition.

L'encadrement des travailleurs bénéficiaires des projets de création d'emplois temporaires est assuré par des Agences Communautaires d'Exécution (ACE). Ce sont des associations locales sélectionnées par les CCDC et retenues après évaluation de leurs capacités. Jusqu'aujourd'hui, nos relations avec celles-ci et avec l'INECN en tant que sous-contractants à l'action sont sans reproches.

Lors de nos différentes descentes sur le terrain, nous enregistrons des messages de satisfaction de la part des bénéficiaires directs et groupes cibles de l'action. L'administration locale, les membres des CCDC et ceux des comités des VRI ont joué un rôle déterminant dans le choix des travailleurs bénéficiaires des projets de création d'emplois temporaires. Même les lacunes mineures observées sur les listes des travailleurs de quelques projets ont été vite corrigées par ces mêmes membres des CCDC et comités des VRI en collaboration avec l'administration locale.

Consolidation des actions financées par ECHO

Au mois de janvier 2010, le PNUD a reçu de l'Union Européenne via ECHO un financement dans le cadre du programme d'urgence de viabilisation des villages ruraux intégrés. Parmi les principales réalisations enregistrées figurent le renforcement des institutions locales avec la mise en place et l'appui au fonctionnement des GTTPV, l'organisation des descentes conjointes sur le terrain, le renforcement des capacités des CCDC par l'organisation d'ateliers de formations. Dans le cadre du renforcement des départements de l'aménagement du territoire au niveau provincial, 3 motos ont été mises à la disposition du ministère concerné au bénéfice de ses départements provinciaux (Bururi, Makamba, Rutana). Un projet d'appui à l'aménagement du marais de Rwayumba dans la commune de Kibago a été mis en œuvre. Dans le domaine de cohésion sociale, un poste téléviseur a été offert aux habitants du VRI de Nyakazi.

Ainsi, le programme LRRD-VRI est venu renforcer, compléter et consolider les acquis du programme précédent sur financement par ECHO. En effet, la composante « Appui au fonctionnement des mécanismes de coordination » a contribué à la redynamisation et la régularité du fonctionnement du GTTPV. Le programme a mis à profit les capacités des CCDC et des membres des comités des VRI dans l'identification des projets de création d'emplois temporaires, la sélection des travailleurs bénéficiaires de ces projets et dans le suivi programmatique des projets.

Avec la mise en œuvre du projet HIMO pour l'aménagement du marais de Rwayumba, les habitants et l'administration communale de Kibago avaient déjà acquis une certaine expérience de la stratégie et des modalités pratiques de mise en œuvre de ce genre de projet, ce qui a constitué un atout pour la mise en œuvre du présent programme. Aussi, la composante mise en œuvre par la FAO a beaucoup profité de l'existence du marais réhabilité pour le développement des activités sur le maraîchage.

6. VISIBILITÉ



Les bénéficiaires portent les T-shirt pour une grande visibilité du programme

Afin d'assurer la visibilité de la contribution de l'UE, les quatre partenaires formels de l'action ont élaboré un plan commun de visibilité et de communication (voir annexe..). Le document a été validé et partagé avec l'Union Européenne. Sur le terrain, les véhicules achetés sur les fonds de l'UE portent l'autocollant avec l'emblème de l'UE. Des pancartes pour visualiser les projets sous financement de l'UE sont en cours de fabrication. Des T-shirt avec emblème de l'UE, du Gouvernement du Burundi et celui des Nations Unies sont en cours de fabrication. L'Unité Communication du PNUD a produit un film documentaire sur les réalisations du projet. (<http://vimeo.com/33533828>)

La Commission européenne pourrait souhaiter publier les résultats des Actions. Auriez-vous des objections à la publication de ce rapport sur le site Internet d'EuropeAid ? Si tel est le cas, veuillez exposer vos objections.

Non

Nom de la personne de contact pour l'Action: AIBINU Aderemi

Signature:

Localité: Bureaux PNUD/CISNU, sis Boulevard de l' UPRONA, Rohero- Bujumbura.

Date à laquelle le rapport était dû: 01/01/2012.

7. RAPPORT FINANCIER

Tableau synthèse du rapport financier

	Tableau synthèse du rapport financier		
Montant reçu (UE)	1,097,533		
Contribution PNUD	74,084		
Total	1,171,617		
Description	Budget (€)	Dépenses (€)	% Budget dépensé
1.Ressources humaines	292,219	234,116	80
2.Voyages	2,528	0	0
3.Equipement matériel et fournitures	81,694	50,818	62
4.Bureau local	24,372	16,537	68
5.Autres coûts et services	55,000	10,738	20
6. Autres	587,014	626,608	107
7. Sous-total des coûts directs de l'Action (1-6)	1,042,826	938,817	90
8. Provision pour imprévus* (maximum 5 % de 7, sous-total des coûts directs éligibles de l'Action)	52,141	0	0
9.Total des coûts directs éligibles de l'Action (7+ 8)	1,094,968	938,817	86
10. Coûts administratifs (maximum 7 % de 9, total des coûts directs éligibles de l'Action)	76,648	65,717	86
11.Total des coûts éligibles (9+10)	1,171,616	1,004,534	86

Pour plus de détails, voir le rapport financier

Note explicative sur l'exécution budgétaire

Des ajustements ont été opérés à l'intérieur de lignes budgétaires. Les plus importants concernent les sous lignes 6.1.1 , 6.1.3, 6.1.4, 6.3, 6.4, 6.7 et 6.10.

Pour les sous lignes en rapport avec la coordination, les bases de calcul ont été revues. Premièrement, le nombre de membres du GTTP varient entre 11 et 13 par province et des fois ce nombre peut aller jusqu'à 18 selon les sujets à traiter. Le projet a gardé le nombre de 16 membres par province. Le coût moyen par personne et par réunion a été aussi revu à la hausse passant de 6 euros à 8 euros. Il en est de même de la budgétisation de la sous ligne coordination générale. Le budget de 180 euros initialement prévue pour les trois provinces était insuffisant.

Par rapport à l'approche du PNUD d'appui à la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Réintégration, le budget prévu à la sous ligne 6.3 de 94.940 euros pour réaliser seulement deux projets HIMO était trop insuffisant pour 10 VRI et pendant toute l'année. Ainsi, il a été proposé de passer de 2 projets à 10 projets (au moins un projet HIMO par VRI) en premières années pour devenir finalement 16 projets HIMO à la fin de cette première année. Aussi, vu l'état des maisons de l'ancien VRI de Nkurye I, le budget alloué à la réhabilitation de maisons sous ligne 6.10 a été jugé insuffisant. Il a été proposé de doubler le budget y relatif.

Par contre et selon toujours l'approche du PNUD d'appui à la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Réintégration, le budget alloué à la sous ligne 6.4 était trop important pour la première année.

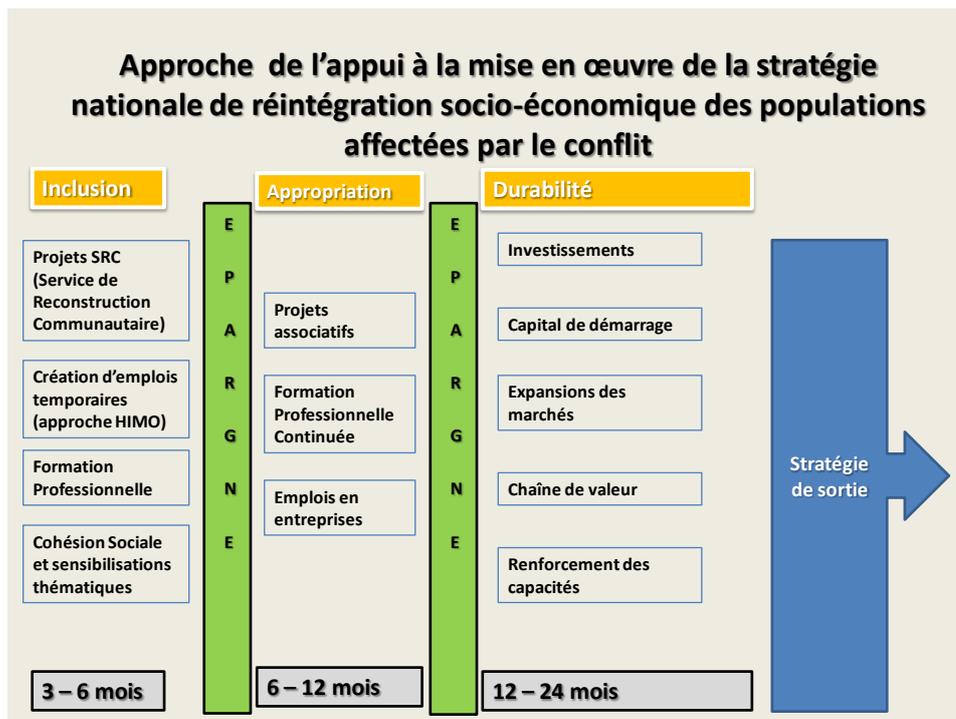
Aussi, les projets de reboisement en HIMO sous ligne 6.7 prévus pour la première année étaient irréalisables compte tenu des réalités de terrain. Deux projets de reboisement en HIMO ont été retenus pour la première année pour un coût unitaire relativement faible par rapport aux premières prévisions.

Ce sont donc les ajustements à la baisse effectués sur sous lignes 6.4 et 6.7 qui ont permis les ajustements à la hausse des budgets des sous lignes 6.1.1, 6.1.3 ; 6.1.3, 6.3 et 6.10.

En conclusion, les ajustements budgétaires se sont opérés à l'intérieur de la ligne 6 sans dépassement du montant total de la ligne.

8. ANNEXES

Annexe 1. Note descriptive de l'APPROCHE 3 X 6



L'approche 3x6

L'approche 3x6 (ci-après "approche") est un point de départ, sur la route du développement durable. C'est une réponse organisationnelle pour se déplacer des interventions qui procurent un soutien immédiat aux populations affectées par un conflit à une approche intégrée qui crée les conditions qui permettent aux gens d'être au contrôle de leur processus de développement et des résultats en s'appuyant sur et en transformant les capacités pour mieux comprendre et profiter des opportunités économiques en même temps qu'il contribue à la reprise économique et à la réintégration sociale et économique des populations affectés par un conflit. L'approche propose une réponse simple, systématique et globale pour construire et consolider la paix dans un contexte socio-économique qui est souvent très complexe, économiquement limité et politiquement contesté.

L'approche a émergé dans un contexte post-conflit au Burundi, quand le bureau du PNUD a cherché une réponse innovatrice pour la réintégration sociale et économique de populations affectées par le conflit. Dans cette approche les services de reconstruction communautaire sont perçus comme un moyen en vue d'une fin et pas comme une fin en eux-mêmes. L'approche s'appuie sur des éléments traditionnels des interventions de réintégration socio-économique – mettre les gens à travailler, injecter de l'argent dans l'économie locale, et fournir des opportunités d'emplois alternatives aux RDExC (Rapatriés, Déplacés, Ex-combattants) – et l'approche introduit des dimensions innovatrices: faciliter *l'épargne individuelle, animer la cohésion sociale à travers l'encouragement des membres de la communauté à organiser des activités économiques collectives (cohésion horizontale) et engager d'autres acteurs (cohésion verticale) dans des joint-ventures économiques basés sur l'épargne collective, investissements extérieur, et le partage de risque*. La base est l'utilisation de la capacité locale, des ressources et du savoir-faire locales pour transformer les receveurs passives d'assistance au développement post-conflit dans des acteurs économiques proactives, compétentes et capable de définir et de gérer le processus du développement et les résultats. L'horizon est le développement socio-économique à

long-terme, qui est durable d'un point de vue culturel et écologique et qui est capable de produire des emplois durables et des flux de revenus.

Alors, **qu'est-ce que c'est l'approche 3x6 ?**

L'approche se constitue de trois principes organisationnels – **inclusion, appropriation et durabilité** – et six (6) étapes discrètes – enrôlement, génération de revenu rapide, épargne, s'engager dans des joint-ventures, investir et accroître les marchés. Ci-après suit une brève vue d'ensemble de l'approche, commençant par les principes.

Le principe de l'**inclusion** reflète des dimensions individuelles tout comme des dimensions collectives. L'inclusion individuelle réfère à la *participation volontaire* des populations affectées par le conflit à la réhabilitation de l'infrastructure sociale. Cependant l'inclusion collective implique la définition d'une vision de développement; qui est *mené par la communauté*. Le Plan Communal de Développement Communautaire (PCDC) définit les priorités de développement des communautés dans un scénario post-conflit comme par exemple la reconstruction des routes, des stations de santé, des écoles, la reconstitution d'irrigation et de marais et d'autres interventions similaires. A travers ces interventions il y a la création de *dividendes communautaires* qui bénéficient à tous les membres de la communauté, même à ceux qui ne participe pas d'une manière directe aux actions de réhabilitation.

Le principe de **appropriation** garantie que les membres de la communauté qui participent à la réhabilitation des infrastructures sociales s'organisent eux-mêmes pour mettre en place une activité économique (*partager le risque* entre eux) afin de garantir des *futurs* revenus, basé sur leurs propres intérêts, leurs compétences, le potentiel économique de la communauté et sur une évaluation des option les plus faisable.

La durabilité se réfère à *faire des choix* parmi différentes opportunités, *accéder des marchés* afin d'augmenter les revenus et de générer de *l'emploi durable*.

L'approche se constitue de six étapes:

- 1) L'enrôlement se réfère aux membres de la communauté (membres vulnérables de la communauté hôte, particulièrement les femmes et les jeunes, ex-combattants démobilisé, déplacés et rapatriés) qui s'inscrivent à participer à la reconstruction de l'infrastructure sociale.
- 2) Les participants dans les projets de reconstruction reçoivent un salaire quotidien durant trois mois ce qui constitue un revenu initial pour le participant et une injection de "nouveau capital" dans la communauté.
- 3) Les participants sont obligés d'économiser une partie de l'argent qu'ils reçoivent et de le verser sur une compte d'épargne auprès d'une institution financière locale.
- 4) A la fin des 3 mois initiaux, les personnes sont encouragées à se mettre en groupe dans des joint-ventures pour implémenter une activité économique.
- 5) La somme totale possédée par le groupe est ensuite triplé par le projet.
- 6) Une étude de faisabilité est conduite afin de confirmer que l'idée du projet est économiquement viable et que l'accès à un marché local est garanti.

Annexe 2 : Plan de visibilité



STRATEGIE DE VISIBILITE ET PLAN DE TRAVAIL 2011

Appui de la Commission Européenne (CE) au Gouvernement du Burundi sur les Villages Ruraux Intégrés (VRI) à travers le Fond Européen de Développement (FED).



Agences d'exécution

Organisation pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO), Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF), et Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)

Appui de la Commission Européenne (CE) au programme du gouvernement du Burundi sur les Villages ruraux Intégrés (VRI).

Ce document définit une stratégie globale de communication y compris la visibilité du plan de travail qui seront mis en œuvre individuellement ou conjointement par les entités des Nations Unies couvrant toutes les activités financées par l'enveloppe B du 10e Fonds européen de développement (FED) et qui s'inscrivent dans le cadre du plan d'urgence du Gouvernement du Burundi et des Nations Unies en faveur de la réintégration des rapatriés burundais sans terre ni référence.

Ce document a été élaboré conjointement par la CE- ONU en tenant compte de la visibilité du plan d'action et il est en conformité avec les obligations FAFA.

La stratégie de visibilité se concentre spécifiquement sur les efforts conjoints de l'UE, du Gouvernement du Burundi et du système des Nations Unies pour répondre aux questions de sécurité alimentaire et de nutrition des populations ci-haut évoquées. Il a été élaboré conjointement par agences des Nations Unies (FAO, PNUD, UNICEF) et comprend toutes les interventions de communication qui seront mises en œuvre grâce au financement de l'UE.

La stratégie fournit des lignes directrices de base sur les activités de communication conjointes, ainsi que des initiatives individuelles menées par ces organismes des Nations Unies.

Ces efforts conjoints de communications utiliseront le «fonds commun» prévu par les trois agences d'exécution.

La finalisation des plans de visibilité sera soumise à l'approbation de la délégation de l'UE au Burundi.

1. Objectifs

a. Présenter les résultats du programme financé par l'UE dans le soutien à la réinsertion socio-économique des populations des villages ruraux intégrés au Burundi.

b. Mettre en évidence le rôle de l'UE, du gouvernement du Burundi et du système des Nations Unies dans la lutte contre le grave problème des rapatriés sans terre, le renforcement de la cohésion sociale, la gouvernance locale, l'accès aux services sociaux de base notamment, l'eau, l'assainissement dans les écoles primaires de la zone du projet et fournir un effort pour améliorer les conditions de vie de la population, en particulier dans les provinces du sud du Burundi comme Makamba, Bururi et Rutana.

2. Les groupes cibles

Les publics cibles des projets de visibilité seront aussi variés que les différents projets, allant de bénéficiaires de projet spécifique, de la société civile, des médias locaux et internationaux et de la population des provinces cibles.

Les groupes cibles spécifiques sont indiqués ci-dessous.

a) Bénéficiaires

Les agences d'exécution réaliseront des projets de visibilité qui rassurent les bénéficiaires de l'assistance. La société civile sera mise au courant de l'organisme de financement (UE), ainsi que les partenaires d'exécution (PNUD, FAO et UNICEF).

b) Le Gouvernement du Burundi

Le gouvernement du Burundi est le premier public destinataire de tout effort de communication, étant donné que le Programme VRI se concentre sur les priorités nationales, et du fait que les parties prenantes et l'Union européenne travaillent en étroite collaboration avec différentes structures du gouvernement dans la mise en œuvre du Programme.

Tous les supports de communication écrits relatifs au programme devront comprendre les logos de l'agence des Nations Unies concernée et de l'UE.

c) Le personnel des entités des parties prenantes, la CE et les représentations des pays membres de l'UE œuvrant au Burundi

Les agences des Nations Unies et le Bureau de l'UE au Burundi vont travailler ensemble pour assurer une communication formelle par un document public, qui sera également distribué en format électronique et sur papier au personnel dans leurs institutions.

d) Partenaire d'exécution n'étant ni des Nations Unies ni de l'Union Européenne.

Tout partenaire d'exécution sera également inclus dans les listes de distribution formelle des documents de communication publique disponibles.

Les agences d'exécution veilleront à ce que les partenaires soient au courant, et respectent les lignes directrices de visibilité.

e) Les institutions gouvernementales

Dans la mise en œuvre, les agences des Nations Unies (parties prenantes) aussi bien que l'Union Européenne, œuvreront ensemble à la promotion des projets et partageront leurs résultats et leurs expériences.

Il s'agira notamment des détails sur la façon dont les agences des Nations Unies travaillent avec le gouvernement du Burundi et la CE à fournir des solutions durables qui sont en harmonie avec les priorités nationales.

Toutes les parties doivent promouvoir les aspects positifs de l'intervention, avec un accent particulier sur la façon dont elles œuvrent au bénéfice de la population cible.

3. Message clés suggérés

i) Le Fonds Européen de Développement permet aux parties prenantes de répondre aux besoins de la manière appropriée pour résoudre les problèmes des rapatriés qui n'ont pas accès à la terre, surtout dans les provinces de Makamba, de Bururi et de Rutana.

ii) Ou bien : Le Fonds Européen de Développement renforce les efforts conjoints du Gouvernement et des Nations Unies au Burundi en finançant la réintégration socio économique des populations des villages ruraux intégrés dans les trois provinces du Sud ayant connu le taux le plus élevé de rapatriés à savoir, Makamba, Rutana et Bururi.

iii) Les initiatives et activités menées par les organismes des Nations Unies financées par le Fonds Européen de Développement stimulent la réintégration socio-économique. Elles doivent avoir un impact rapide et durable sur le renforcement de la cohésion sociale, de la gouvernance locale et de l'accès aux services sociaux de base au Burundi.

iv) Les actions financées par le Fonds Européen de Développement accroissent la productivité immédiate, tout en établissant les priorités nécessaires au relèvement et au développement du secteur économique et agricole dans la période de post conflit.

v) Le Fonds Européen de Développement met en évidence la réussite d'un partenariat florissant

entre l'Union européenne, le gouvernement du Burundi et le système des Nations Unies

vi) Le financement de l'Union Européenne aide les Nations Unies au Burundi dans la mise en œuvre des activités répondant aux besoins essentiels en matière de réinsertion de **(9.900 bénéficiaires direct)** rapatriés en leur permettant de se réintégrer socialement et économiquement dans les villages(VRI) et la communauté.

4. Les activités de communication

En accord avec les résultats attendus de la présente stratégie, et en ayant à l'esprit des publics cibles identifiés, les efforts de communication comprendront une variété d'activités, dont certaines sont décrites ci-dessous :

- promouvoir activement les activités du projet à travers les médias locaux et internationaux, au regard de ses avantages pour la collectivité et le gouvernement burundais.
- Quelques bénéficiaires sélectionnés feront l'objet d'un reportage photo / et une vidéo produite illustrant les différentes étapes du projet ainsi que les étapes de la participation des bénéficiaires. Ceci peut être présenté par les Bureaux de l'UE et de l'ONU, ou à des expositions de photos dans les Etats membres de l'UE.
- Profiter des occasions de communication ou de formation des bénéficiaires afin de s'assurer qu'ils sont au courant du partenaire d'exécution (ONU) et de l'organisme de financement (Union Européenne).
- Mener des visites sur le terrain avec couverture médiatique.
- Établir des partenariats avec les radios communautaires pour la diffusion régulière des annonces, et des mises à jour d'activités.
- Périoscope, un programme radio de l'approche réintégration durable, pour produire et diffuser au moins 2 des émissions de radio en 2011.
- conduire des visites de terrains par les donateurs.
- Imprimer et distribuer des articles promotionnels, tels que des t-shirts, des autocollants, des affiches, des banderoles.
- Nommer des champions publics qui seront les portes étendards de l'effort de réintégration sociale au sens large.

5. Outils de communication

Cette section traite de certains outils qui peuvent être utilisés dans l'application du plan de visibilité.

- Chaque site de grand projet doit avoir une enseigne, et le cas échéant, une plaque signalétique
- La publicité pour le programme LRRD (emplois, appel d'offres)
- Conférences de presse
- Communiqués de presse - le cas échéant, le lancement et l'achèvement des projets importants devraient inclure des communiqués de presse, bannières, conférence de presse et invite les médias, l'UE et fonctionnaires des parties prenantes pour les événements
- visites des médias
- *bulletins d'information
 - brochures / publications
 - des essais de photos
 - Audio et matériel vidéo
- * banderoles
- inaugurations, conférences et événements importants
- Sites Web - de l'ONU spécifiques (PNUD, FAO et UNICEF). Ceux-ci devraient avoir un lien avec le site du Burundi, de l'UE ou de l'Office de coopération Europe Aïd.

*Articles montrant le soutien de l'Union européenne aux projets de réinsertion sociale, de cohésion sociale et de la paix doivent être présentés sur le site de partie prenante au Burundi chaque mois

- L'équipement utilisé pour le projet (véhicules, fournitures ou du matériel). Tous les véhicules / matériel important devraient avoir le logo de l'UE, en plus de celle de partie prenante et du gouvernement Burundais, avec la mention « Don de l'UE »

Chaque communiqué de presse, enseigne de la session de formation, ou d'autres bénéficiaires des événement de communication et d'intervention, l'équipement utilisé par le projet, et ceux fournis aux bénéficiaires (le cas échéant) devraient montrer les logos de : Gouvernement du Burundi, Union européenne, ainsi que les Nations Unies. Il est à la discrétion de l'entité de partie prenante dans la mise en œuvre du projet si elle veut inclure le logo de chaque organisme. Il est également recommandé que les logos de toutes les parties prenantes contribuer au programme LRRD apparaître sur la présentation et des modèles de lettres, afin de donner une cohérence aux documents, panneaux de signalisation, vidéo et matières produites dans le cadre du programme LRRD.

Tous les événements et achat des biens et équipements, devront comporter les logos pour la visibilité. Le chargé de communication et le chef de projet décideront lequel de ces objets portera les logos après consultation avec le responsable de communication de l'UE.

6. Indicateurs de l'intervention des communications

- Nombre de communiqués de presse / documents de communication produits et distribués
- Nombre de conférences de presse
- Nombre de panneaux de signalisation (Certaines interventions peuvent être trop petites pour mettre en place enseignes chères, de grande visibilité).
- Autocollants / logos peints sur le matériel (le cas échéant).
- Nombre de visites sur le terrain des bailleurs de fonds
- * Publications
- Feedback des bénéficiaires sur l'impact du programme.

7. Ressources humaines

Les chargés de communication / points focaux des parties prenantes seront principalement responsables de la mise en œuvre de la stratégie de visibilité et du plan de travail. Un comité directeur conjoint de communication, y compris le CTP, supervisera la mise en œuvre de tous les aspects de ce plan de visibilité. Le Secrétariat VRI coordonnera les actions de visibilité, avec le soutien de l'unité de Communication du bureau du PNUD si nécessaire.

8. Budget

Le plan de visibilité commune sera mis en œuvre avec un budget total, exécuté «en commun», estimé à 41.118 Euros (voir résumé budgétaire)

Des organisations participantes des Nations Unies contribueront à la mise en commun du budget, une ventilation du budget commun est fournie dans le tableau ci-dessous:

Résumé du budget

Agences	Contribution à l'initiative conjointe de visibilité (US \$)
FAO	8,500

UNDP	36,550
UNICEF	5,650
TOTAL	50,700

9. Généralités

Les parties prenantes et l'Union Européenne devraient prendre en considération ce qui suit lors de la mise en œuvre du plan de visibilité:

- Les méthodes de communication et les messages doivent être compatibles avec les normes sociales, culturelles et religieuses en vigueur dans la communauté Burundaise.
- Les interventions de communication doivent respecter l'environnement local.
- Dans toutes les activités de communication, les langues locales devraient être utilisées autant que possible.

Il convient de mentionner les lignes directrices de visibilité commune pour les actions de l'UE-partie prenantes sur le terrain (ci-joint), ainsi que le cadre financier et administratif signé en 2010.

10. Plan d'action et coûts estimatifs *

Activités	Quantité	Mise en œuvre— Agence/personne	Durée	Coûts estimatifs (US\$)	Contribution des agences
Briefing des media	1 fois par trimestre	Les agences (PNUD, FAO et UNICEF), prennent les devants.	Juin, Sept, Déc. 2011	1,550	1,000 (PNUD) UNICEF
Impression de T-shirts de promotion	1000	PNUD FAO et UNICEF (300 nos. bannières, casquettes, dépliants, autocollants)	Juin-Juillet 2011	3,100	2,500 (PNUD) 600 (FAO)
Impression de calendriers muraux 2011/2012	1000	PNUD FAO UNICEF	Dec. 2011	2,400	1,400 (UNDP) UNICEF
Panneaux d'information indiquant les sites de projets sélectionnés.	10 panneaux conjoints	PNUD (30) FAO (?) UNICEF	Durée du projet	(2,900 pour les 10 panneaux déjà fabriqués	2,900 (FAO) 2,000 UNICEF 3,000 (PNUD)
Promotion radio, documentaires et programmes (communautaires et stations de radio de Bujumbura, Makamba et		FAO UNICEF PNUD	Durée du projet	6,150	1,000 (FAO) 1,000 (UNICEF) 2,750 (PNUD)

Activités	Quantité	Mise en œuvre – Agence/personne	Durée	Coûts estimatifs (US\$)	Contribution des agences
autres)					
Sensibilisation de la communauté, information et mobilisation continue par les animateurs et mobilisateurs.		UNICEF/FAO/PNU D	Durée du projet	2,700	1,700 (PNUD) 500 (FAO) 500 (UNICEF)
Bulletin d'information		Toute la partie prenant. Les bénéficiaires jouent le premier rôle.	juin 2011, sept. 2011, Déc. 2011	3,500	3,500 (PNUD)
Dépliants et Brochures		FAO, PNUD, UNICEF	Durée du projet		Autres coûts du projet
Descente sur terrain de quelques media (RTB, Télé Renaissance, correspondants locaux et internationaux ainsi que d'autres plus écoutes par la population)		Toutes les agences. PNUD, FAO, UNICEF	Durée du projet	3,500	500 (FAO) 2,000 (PNUD) 1,000 (UNICEF)
Suppléments et pictogrammes dans les journaux imprimés.		PNUD, FAO, UNICEF	Durée du projet	4,000	2,500 (PNUD) (UNICEF)
Documentaires vidéo pour les délégations en visite, média et lors de tout événement de UE.		Toutes les agences. rôle principal joué par le PNUD.	Sep 2011	5,500	3,500(PNUD) 500 (FAO) 1,000 (UNICEF)
Photo et vidéo exhibition en Europe, journée de l'union Européenne		Les agences avec l'appui de Brussel. FAO, UNICEF et PNUD jouent le rôle principal.	Vers Mai 2012 Les travaux commencent en Nov. /Déc. 2011	3,500	(UNICEF) 3,500 (PNUD FAO
couvertures médiatiques internationales.	Au moins 2 journalistes par	Les agences PNUD, FAO et UNICEF jouent le rôle principal avec	Mars-avril 2012	4,400	300 (UNICEF) 3,000 (PNUD) 500 (FAO)

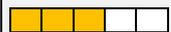
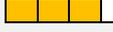
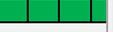
Activités	Quantité	Mise en œuvre– Agence/personne	Durée	Coûts estimatifs (US\$)	Contribution des agences
	visite.	l'appui de Brussels ou de leurs bureaux régionaux.			
Multimédia CD étiqueté pour effet de visibilité contenant tous les éléments de applicables, telles que des documentaires radio, bulletins, photos, conférences de presse, etc.	1000	Toutes les agences. FAO et PNUD jouent le rôle principal.	Avril, juin, Sep et décembre 2012	3,640	2,000 (PNUD) 3500 (UNICEF)
Appui à la célébration des journées internationales i.e. Du réfugié, de la journée mondiale de l'alimentation et de la journée mondiale des enfants.	3 événements	Toutes les agences. FAO dirige la journée mondiale de l'alimentation.	Oct. 2011	2,500	1,000 (FAO) (UNICEF 200 (PNUD)
célébrations au Burundi, soulignant les contributions du projet à la sécurité alimentaire et la nutrition.	1 événement	FAO, avec un appui des agences.	A décider		500 (FAO)
Visite des donateurs.		Les agences. UNDP prend les devants.	Selon les exigences du donateur.	2,000	2,000(PNUD)
Publication des rapports et des études utilisés.		Toutes les All Agences			Autres coûts du programme.
Avoir un stand lors de la foire l'exhibition de produits variés pour la		FAO	Quand la foire est tenue.		Autres coûts du programme.

Activités	Quantité	Mise en œuvre– Agence/personne	Durée	Coûts estimatifs (US\$)	Contribution des agences
promotion et visibilité de l'impact du projet.					
Recueil de photos utilisant les bénéficiaires comme objets pour enregistrer les progrès du projet. (film documentaire)		PNUD, FAO, UNICEF	Matériel réuni – durée de la visite de terrain	1,500	1,000(PNUD)
Marquage par le logo EU de tout carton d'emballage de matériel acheté pour distribution par le programme.		PNUD, UNICEF, FAO	Durée du program		Autres coûts du program.
Marquage du logo EU sur tout matériel de formation utilisé par le projet.		PNUD, FAO, UNICEF	Durée du projet		Autres coûts du programme.
Divers. Visibilité	200	PNUD, FAO, UNICEF	Durée du projet	1,500	500 (FAO) 1,000 (PNUD)

* Les activités et leurs coûts estimatifs sont sujets à changement vu la fluctuation des prix

Annexe 3.

 MSN DPH G GTTNV <i>Fiche de suivi des VRI au 5.12.11</i>		Abris - Fonction. - Occupation		Eau MSP/MEE ATU		Terres/ intrants agricoles - Qualité. - Distribution/pop MEEATU		Santé MSP		Activités économiques (HIMO/A GR) MDDC		Education MEPS		Cohésion sociale MSNDPH G		Réponse à l'insécurité alimentaire -Niv. Sec. Alim. -Tonnes distribués pour FFW		Remarques
MAKAMBA COORDINATION (GTPV)																		
		Situation 100%				100%										* Activités sollicitées. * Extension du réseau d'eau à l'étude		
Musenyei Mabanda 2009 / 199 ménages / 200 abris		Projet en cours (avancement)		UNICEF >>>>>		FAO >>>>>		AHA/HCR (ponctuel)		PNUD >>>>>		PNUD >>>>>		PAM >>>>>				
		Situation 99%				74%								100%		* distribution d'intrants. *		
Nyakazi Kibago 2008 / 198 ménages / 200 abris		Projet en cours (avancement)		UNICEF >>>>>		FAO >>>>>				PNUD >>>>>		PNUD/asso >>>>>		PAM >>>>>				
		Situation 96%				75%								100%		* *		
Nyabigina Nyanza-Lac 2009 / 192 ménages / 200 abris		Projet en cours (avancement)				FAO >>>>>						PNUD >>>>>		PAM >>>>>				
RUTANA COORDINATION (GTPV)																		
		Situation 66%				27.5%								100%		* * *		
Murembera Giharo 2008 / 40 ménages / 60 abris		Projet en cours (avancement)		HCR/PAR ESI >>>>>		UNICEF >>>>>		FAO >>>>>						PNUD >>>>>		PAM >>>>>		
		Situation 61%				25%								100%		* *		
Nkurye II Giharo 2008 / 85 ménages / 140 abris		Projet en cours (avancement)				FAO >>>>>				PNUD >>>>>		PNUD >>>>>		PAM >>>>>				
BURURI COORDINATION (GTPV)																		
		Situation 100%				0%								100%		* Distribution d'intrants agricoles uniquement. *		
Buzimba Rumonge 2009 / 200 ménages / 200 abris		Projet en cours (avancement)		UNICEF >>>>>		FAO >>>>>				PNUD >>>>>		PNUD >>>>>		PAM >>>>>				
		Situation 90%				0%								100%		* *		

 Busebwa <i>Rumonge</i> 2009 / 180 ménages / 200 abris	Projet en cours (avancement)		UNICEF >>>>>	FAO >>>>>		PNUD >>>>>		PNUD >>>>>	PAM >>>>>	
 Mutambara II <i>Rumonge</i> 2009 / 254 ménages / 268 abris	Situation 95% Projet en cours (avancement)	 HCR/COP ED >>>>>	 UNICEF >>>>>	 0% FAO >>>>>	 OMS/MSP >>>>>	 PNUD >>>>>	 MEPS >>>>>	 PNUD >>>>>	 100% PAM >>>>>	* Construction C. de Santé * *

Annexe 4 : Compte rendu d'une mission MSNDPHG, Min Finances, EU, FAO & UNICEF

Compte Rendu de la mission conjointe d'évaluation : MSNDPHG- Ministère des Finances-Union Européenne-FAO –PNUD

Date : 14 septembre 2011

Lieu : Makamba

Objet : Evaluation de la première journée de la visite et état général d'avancement des activités

Participants:

- Célestin SINDIBUTUME : MSNDPHG(Directeur General-Reintegration)
- Venant : Ministère des Finances
- Jean Marie BIBARA : CELON
- Fabien YAMUREMY : MSNDPHG-PARESI
- Stephan FOX : Délégation de l'Union Européenne
- Craig CASTRO : PNUD-Unité Relèvement Communauté
- Aderemi AIBINU : PNUD-VRI
- Joseph SAKUBU : FAO
- Vénuste : FAO
- Gérard NKURUNZIZA : PNUD-VRI
- Boyau MUMBERE : PNUD-VRI
- Normand NDAYIRAGIJE : PNUD-VRI

Déroulement et contenu de la réunion.

La réunion a été présidée par le DG3R. Bien que la réunion se tienne après la visite de quelques réalisations du PNUD et de la FAO, c'est-à-dire les pistes et le marché pour le PNUD, des intrants agricoles et élevage pour la FAO, le Président de la réunion a demandé aux participants, en plus de l'évaluation des activités de la journée, de faire une appréciation globale sur l'ensemble du Programme.

Pour le représentant du Ministère des Finances, certaines pistes réhabilitées par le PNUD présentent des tronçons qu'il faut renforcer notamment les parties des pistes situées dans les zones marécageuses. Concernant les réalisations de la FAO, le représentant du Ministère des Finances trouve qu'il est difficile de distinguer les réalisations dans le cadre du présent programme et ceux des programmes précédents. Il trouve également une certaine incohérence entre les pépinières des cultures maraîchères installées et les superficies préparées. Pour lui, le calendrier agricole pour les cultures maraîchères n'est pas été respecté. Concernant la composante mise en œuvre par l'Unicef, il constate qu'il n'est pas d'eau dans les différents VRI visités.

Pour le représentant de la CELON, la vente des chèvres constatée sera due à une situation de famine et de la pauvreté. Il trouve qu'il y a un déficit des mesures d'accompagnement ; l'exemple étant une fumure organique étalée par terre sans aucune couverture. Il trouve qu'il y a peu de réalisations sur terrain par la FAO et revient sur la non cohérence entre les semences maraîchères en pépinières et les superficies préparées. Aussi, la quantité de 100 kg de fumure organique par bénéficiaire reste insuffisante.



Madame l'Administrateur de la Commune Kibago montre à la délégation l'espace à morceler pour les terres cultivables aux habitants des VRI du Nyakazi.

Parlant des réalisations par le PNUD, le représentant de la CELON constate l'absence de cahier de charge pour les infrastructures à réhabiliter, ce qui pose des difficultés de contrôle de la qualité des ouvrages. Il trouve aussi qu'il y a risque de conflits d'intérêt résultant du ciblage des Agences Communautaires d'Exécution. Il donne le cas du Comité Communal de Sélection et de Suivi des projets (CCSS) choisi comme ACE. Il y a risque de confusion avec le travail dévolu au CCDC à savoir celui de garantir la qualité des ouvrages.

Le PARESI se rejoint du démarrage tant attendu des projets. Il trouve qu'il y a une certaine incompatibilité entre l'objectif de durabilité et celui de création d'emplois temporaires. Il propose que les projets relevant du Service de Reconstruction Communautaire soient complétés par des travaux techniques (maçonnerie).

Pour le Chargé de Programme à DUE, les projets en cours marquent déjà des changements par rapport à la situation d'il y a 5 mois. Il trouve qu'il y a déjà du concret sur le terrain. Pour les réalisations de l'Unicef, il propose d'attendre encore 3 à 5 mois pour juger.

Pour la FAO, les activités d'élevage à travers le présent programme concernent la distribution des boucs améliorés contrairement au programme précédents qui distribuait des chèvres. Au total, il est prévu 10 boucs améliorés par VRI. Ces boucs seront distribués d'ici avant la fin de décembre 2011. Aussi, l'élevage de basse cour sera également encouragé avec la distribution des poules et des canards. Il est prévu aussi l'appui de l'apiculture.

La distribution des semences n'a pas été prévue par les activités couvertes par le présent programme. Concernant la quantité du fumier qui serait insuffisant, une quantité de 600 tonnes de fumier a été prévue dont 300 tonnes pour la première année. D'autres types de produits phytosanitaires et fertilisants sont prévus. Il s'agit du DAP, de l'urée et de la chaux. Pour compléter la quantité des fertilisants, les populations sont appelés à compléter la quantité de fumure par l'utilisation des compostières.

Concernant les semences en pépinières qui seraient insuffisantes par rapport aux superficies préparées, d'autres pépinières existent pour apporter le supplément en cas de besoin. Il y aura des semis direct sans passer par les germoirs.

Comme mesures d'accompagnement, deux partenaires ont été recrutés. Il s'agit de APADE pour les communes de Giharo, Mabanda et Kibago et NFD pour les communes de Rumonge et Nyanza Lac. Pour leur rémunération, il a été recommandé de conclure avec eux des contrats de performance à la place des contrats classiques.

Aussi, il est prévu un programme de renforcement des capacités par des formations de formateurs et des leaders communautaires. La FAO travaille en collaboration avec la DPAE.

Pour la distribution des boucs, les critères d'assiduité dans l'élevage seront utilisés. Et les boucs seront gérés selon les principes de la chaîne de solidarité communautaire. Mais certains participants se demandent si cette chaîne existe réellement.

Par rapport à la demande incessante des semences, la FAO préconise un réaménagement budgétaire. Pour la DUE, il faut éviter des distributions répétitives et songer à la création des boutiques d'intrants.

Pour le PNUD, les projets de créations d'emplois temporaires constituent une portée d'entrée au processus de réintégration pour la mise en œuvre de l'approche d'appui à la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Réintégration. A la place des cahiers de charges, des comités de suivi techniques et programmatiques ont été mis en œuvre afin de garantir la qualité des ouvrages construits.

Le PNUD compte organiser une mission des ingénieurs du CISNU pour proposer des actions additionnelles à mener afin de garantir la durabilité des infrastructures construites.

Concernant le choix des ACE, le PNUD a consulté le fichier des Associations reconnues au niveau de la Commune et acceptées par les CCDC comme Agences Communautaires d'Exécution.

Après les échanges sur l'état d'avancement des projets, le CTP a voulu savoir s'il faut organiser une réunion du comité de pilotage et si oui comment et quand il faut le faire. Pour la DUE et le MSNDPHG, les organes en place suffisent pour le rôle du comité de pilotage. Il s'agit du GTTPV et GTTNV ainsi que le Groupe Sectoriel pour le Relèvement Communautaire et le Rapatriement.

Concernant le budget non encore affecté, le PNUD voudrait obtenir une partie de ce budget pour la construction de quatre centres communautaires. La FAO souhaite obtenir une partie de ce budget pour la réalisation des études d'aménagement des marais et la mise en place des boutiques d'intrants.

Les participants recommandent aux trois Agences de mettre ensemble et de faire une proposition d'utilisation du budget non encore affecté. Une fois cet exercice terminé, chaque agence devrait actualiser la matrice des résultats et le cadre logique et formaliser la demande auprès de la Ministre des Finances et Ordonnateur National du FED.

La CELON et la délégation reconnaissent avoir reçu les rapports intérimaires des différents partenaires d'exécution (FAO, Unicef, PNUD). Il a été souligné qu'aucun des trois rapports n'est accompagné d'une demande de paiement de la deuxième tranche. Par conséquent, ils ne nécessitent pas de traitement particulier donc ils sont considérés comme acceptés. Il faudrait seulement les actualiser lors de la demande du paiement de la deuxième tranche qui doit intervenir après au moins 70% d'utilisation de la tranche précédente. Ce qui n'est pas encore le cas pour tous les trois partenaires d'exécution.

En terminant la réunion, tous les participants ont reconnu l'importance de telles missions et ont souhaité leur organisation avec des périodicités ne dépassant pas six mois.

Fait à Makamba, le 19 Septembre 2011

Gérard NKURUNZIZA
Coordonnateur National VRI

PNUD-Burundi